



Coup de théâtre signé Mario Dumont

LADQ sabote l'élection du président de l'Assemblée nationale

MYLÈNE MOISAN

MMoisan@lesoleil.com

Mario Dumont est parvenu hier à bousiller l'agenda de la rentrée parlementaire en utilisant son «pouvoir de nuire», dont il s'est servi pour faire annuler l'élection prévue du président de l'Assemblée nationale.

En filigrane de cette volte-face, les discussions entourant la place et le traitement accordés au parti. Avec plus de 18 % des suffrages obtenus le 14 avril, le chef de l'ADQ aurait apprécié obtenir une réponse à ses «demandes légitimes», soit une augmentation de son temps de parole, de son budget de recherche et de sa masse salariale.

À 13 h 30 hier, à une demi-heure de la convocation à l'Assemblée, M. Dumont et ses trois députés n'étaient toujours pas fixés sur le sort que leur réservait le nouveau gouvernement. Ensemble, ils ont décidé de ne pas accorder leur consentement à l'élection du président de l'Assemblée nationale au scrutin secret, même si le chef s'était engagé à cet effet. «On n'a pas l'intention d'être dans un mode collaboration quand les choses ne se déroulent pas comme prévu», a dit M. Dumont en point de presse, laissant présager d'autres épisodes du genre.

Leader du gouvernement, Jacques Dupuis est tombé des nues en apprenant, en entrant dans le Salon bleu, que l'ADQ s'apprêtait à faire avorter la procédure parlementaire. Une heure plus tôt, les deux hommes s'étaient rencontrés une dernière fois, moment dont a profité M. Dumont pour réitérer ses demandes. Jamais, affirme-t-on chez les libéraux, le chef adéquiste n'a fait part de ses intentions d'utiliser son «pouvoir de nuire».

Jamais au cours de cette rencontre, ni des précédentes, ni des conversations avec le secrétaire général de l'Assemblée nationale, François Côté, le chef dissident n'aurait mis en doute son appui à la nouvelle procédure permettant l'élection du président de l'Assemblée par l'ensemble des 125 députés. À cet effet, M. Dupuis cite la

Voir DUMONT en A 2 ►

Quand la lune de miel est finie...



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

La tête en styromousse à l'effigie du premier ministre Jean Charest a fait sa première apparition publique, hier, à l'occasion d'une manifestation tenue sur la colline parlementaire à laquelle participaient plus d'un millier de syndiqués du secteur public déterminés à faire bouger le nouveau gouvernement dans le dossier de l'équité salariale. Voir texte en A 6.

Une dernière leçon de Chrétien à ses collègues du G8

« Nous, au Canada, on n'a pas de problème avec l'immigration »

RAYMOND GIROUX

RGiroux@lesoleil.com

ÉVIAN — Jean Chrétien a une fois de plus fait la leçon à ses collègues du G8, à la fin de la rencontre de trois jours qui s'est déroulée à Évian, cette fois en vantant les mérites de l'immigration à la canadienne.

Sur un ton fort décontracté, lors de sa conférence de presse finale, le premier ministre a raconté qu'il tient des

débats «de société» autour de la table du G8 et que ses homologues européens, notamment, «ont de grands problèmes sur l'immigration».

«Nous, au Canada, a-t-il dit, on n'a pas de problème avec l'immigration, alors qu'ils ont beaucoup de difficultés

SOMMET D'EVIAN
2003

me nouveaux immigrants, soit 310 000, et nous n'atteignons pas notre objectif cette année».

dans leurs pays». Au contraire, a-t-il ajouté, «le problème que j'ai, c'est que j'ai promis que nous voulons avoir 1 % de la population à tous les ans com-

«Vous dites cela à un Européen», s'esclaffe M. Chrétien, et sa réponse se résume à un incrédule «quoi?». Il se donne dans les circonstances le mandat «d'expliquer aux gens quelle est la société canadienne, où on peut être tout à fait différents avec des langues, des religions, des cultures différentes, et d'être des égaux».

Voir G8 en A 2 ►

Les ONG déçues Page A 4

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Économie	C 1
Agenda	B 10	Éditorial	A 16
Arts et vie	B 1	Le monde	A 12
Bourses	C 6	Petites annonces	S 13
Bridge	S 19	Québec / Canada	A 6
Capitale et régions	A 18	Sports	S 1
Décès	C 8	Statistiques	S 9
Diversité	B 11	Télévision	B 2

LA MÉTÉO

Maximum 24, minimum 12

Généralement ensoleillé avec vents légers. Demain : nuageux avec averses. Vendredi : ciel variable. Samedi : plutôt nuageux avec quelques averses. Détails page S 20.

Précipitations (avant hier)

Ce mois-ci : 10,6 mm L'an dernier : 2,4 mm
Cet été : 99,6 mm L'été dernier : 103,8 mm

QUÉBEC,
107^e ANNÉE, N° 155
FLORIDE, 1,75 \$ US

MONTRÉAL,
OTTAWA 87¢
PLUS TAXES

65¢ PLUS TAXES



27657 00073 5

PIERRE PARADIS PROFITERA DE L'ÉTÉ SUR SA FERME POUR RÉFLÉCHIR...



« On va les barbouiller, vos noms de rue ! »

À L'Ancienne-Lorette, une consultation tourne à la séance de défoulement pour défusionnistes

ISABELLE MATHIEU

IMathieu@lesoleil.com

Les gens de L'Ancienne-Lorette ne veulent rien savoir des nouveaux noms de rue. À quoi bon gaspiller de l'argent en toponymie, demandaient hier soir de nombreux citoyens, lorsqu'on s'en va vers la défusion!

La soirée de consultation visant à faire connaître les 80 propositions de noms de rue pour L'Ancienne-Lorette s'est rapidement muée en séance de défoulement pour défusionnistes. Plus de 200 citoyens, réunis à la bibliothèque Marie-Victorin, ne se sont pas gênés pour clamer leur frustration, se moquer des noms proposés et huer copieusement

les délégués du comité de toponymie. «On va les barbouiller, vos noms de rue!» hurlait un citoyen particulièrement vindicatif.

Échaudés par la perte de leur nom de ville, plusieurs citoyens parlaient de manque de respect et même de harcèlement. «Cessez ce cirque et cette mascarade parce que l'an prochain, de la façon dont vous agissez, oui, on va voter pour la défusion!» s'exclamait Marcel Paquin de la rue Grandbois.

Sa concitoyenne Rita Lefebvre, résidente de L'Ancienne-Lorette depuis le 9 mars 1968, servait le même genre d'avertissement. «Si vous voulez

Voir RUES en A 2 ►



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE
Soirée de consultation animée hier à L'Ancienne-Lorette

Solutions PME

Calculez-le
comme vous voulez.

Certains conditions d'application. Disponibilité de services et de matériel. Offre soumise à changement sans préavis. Taxes en plus. Offre présentée en 11 semaines. Appeler pour plus de détails.



Internet Haute Vitesse d'affaires

Et après, c'est moins de 2 \$ par jour.

310-5PME

0 \$/30 JOURS



Et bien simple

DEMAIN DANS LE SOLEIL

Lévesque et Turcotte, animateurs



Les organisateurs du Grand rire Bleu ont fini par convaincre le duo Lévesque-Turcotte d'animer un show pour la première fois de leur carrière de 20 ans. Cette grande première se déroulera au Drôle de gala qui ouvre le festival, demain soir, au Grand Théâtre.

Dans le cahier Arts et vie

Le renouveau de la Rouge-Matawin



Notre chroniqueur de chasse et pêche, André-A. Bellemare, revient d'un séjour à la réserve faunique Rouge-Matawin, dans le nord des Pays d'En Haut. Après une période de déclin, la voilà promise à un bel avenir.

Dans le cahier Sports

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.cyberpresse.ca

LE SOLEIL

925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547,
Succ. Terminus Québec, Québec,
G1K 7J6

Envoi de publication - Numéro de convention 0470198.
Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.
ISSN 0319-0730

DUMONT

Suite de la Une



Michel Bissonnet, préféré des libéraux.

lettre envoyée par M. Côté à tous les députés, les avisant que les trois partis s'étaient entendus sur le déroulement de la rentrée parlementaire.

Une lettre que M. Dumont invite à relire « avec attention » pour y relever la « prudence » du secrétaire général. Dans le document, remis aux journalistes, M. Côté utilise le conditionnel pour informer les élus que « à 14h, l'Assemblée procéderait à l'élection du président par un vote au scrutin secret. La procédure arrêtée serait la même que celle ayant servi pour l'élection du président les 2 mars 1999 et 12 mars 2002 ».

Si le parti de Jean Charest avait besoin du consentement de l'ADQ hier, c'est en raison de l'opposition de son propre député, Pierre Paradis, alors qu'il était leader de l'opposition. Il y a un an, presque jour pour jour, M. Paradis s'était objecté à ce que la procédure d'élection temporaire soit rendue permanente. Il avait plutôt opté pour reconduire l'entente provisoire, qu'il trouvait alors perfectible.

BRIS DE CONFIANCE

Chose certaine, M. Dupuis n'a pas apprécié le moyen employé par le chef adéquate pour faire passer son message. Un comportement, prédit-il, qui n'aidera sûrement pas sa cause. « Il a manqué à sa parole. C'est clair que son attitude fait en sorte qu'il devra

mériter la confiance. Il a une bonne cote à remonter. »

M. Dumont se défend bien d'avoir manqué à sa parole, invoquant que cet appui dépendait d'un ensemble de facteurs. « C'est ma troisième rentrée parlementaire. Habituellement, il y a une rencontre entre les trois partis où on discute, où on débat, où on s'entend sur une série d'éléments. Après ça, on part du bon pied, on sait où on s'en va. Cette fois, on n'était pas prêt », a déploré le chef de l'ADQ, estimant avoir fait « son devoir de ne pas laisser les choses aller dans n'importe quel sens ».

Plus tôt en journée, au cours d'un point de presse précédant la rentrée parlementaire, M. Dumont avait préparé le terrain au coup de théâtre qu'il s'appropriait à faire. À savoir si lui et ses députés appuyaient le candidat Michel Bissonnet, il avait répondu « avoir beaucoup de sympathie pour M. Bissonnet. Mais, toute l'élection de la présidence, on va voir ça cet après-midi comment ça va se dérouler ».

À la lumière du retrait du consentement de l'ADQ, les libéraux ont enjoint les péquistes de choisir, dans un autre lieu que l'Assemblée nationale, entre Michel Bissonnet, Christos Sirros, Richard Brodeur et François Ouimet. Devant le refus du PQ, 74 des 76 députés libéraux ont procédé à l'élection en caucus, par vote secret, du futur président. Michel Bissonnet a été élu après deux tours de scrutin. Au dire du président du caucus, Norman McMillan, les trois candidats ont accepté le verdict sans rechigner.

Le choix des libéraux sera soumis à 14h aujourd'hui à l'opposition officielle, qui devrait donner son aval. Après quoi, le premier ministre, Jean Charest, devrait prononcer son discours d'ouverture de l'assemblée, où il donnera un avant-goût de ce qu'il accomplira son gouvernement.

Et, si les libéraux devaient s'entêter à ne pas être sensibles à l'ADQ, M. Dumont s'entêtera à jouer les faiseurs de troubles. « On n'aime pas ça nécessairement utiliser notre pouvoir de nuire. On ne fait pas ça par gaieté de cœur », a-t-il indiqué. Si le gouvernement ne lui donne pas la place qu'il estime mériter, le chef de l'ADQ est décidé à « se faire respecter » et « à prendre la place qui (lui) revient ».



Diffusion du point de presse de Jean Chrétien à la clôture du Sommet.

G8

Suite de la Une

« Et quand je leur dis que dans mon parti, 25% des députés ne sont pas nés au Canada, ils sont surpris », précise-t-il. Mais les leçons paraissent à sens unique, le premier ministre affirmant tout de go que si les autres leaders « n'apprécient pas tout ce qu'on fait au Canada, ils sont assez gentils pour ne pas me le dire ».

Le premier ministre tentait à ce moment de souligner l'utilité de ces rencontres directes entre les dirigeants des sept grandes puissances économiques auxquelles la Russie s'est jointe de plein droit cette année.

Rappelons que dans la semaine précédant le Sommet, M. Chrétien avait opposé ses politiques budgétaires aux déficits que connaissent présentement les autres membres du G8, un message qu'il a dû modifier lors de la rencontre pour reconnaître que chaque pays vit une situation particulière.

Ce 10^e et dernier Sommet auquel aura assisté le premier ministre n'a pas été détourné par l'actualité quotidienne, contrairement à bien d'autres dont celui de Halifax, en 1995, a-t-il dit.

M. Chrétien s'est félicité du « retour à la discipline » autour de la table du G8, les participants revenant au thème original de ces rencontres, soit les dossiers économiques, « ce qui lui redonne son utilité maximale ».

« Nous nous sommes concentrés sur notre programme, a-t-il ajouté, et avons compris qu'il fallait aller tous dans la même direction », ce qui résulte en des encouragements particuliers pour la France et l'Allemagne qui connaissent des moments difficiles.

M. Chrétien a par ailleurs noté que l'ordre du jour a été tracé pour

pondre aux priorités et aux besoins des Américains. « Personne n'a décidé au nom des autres, les sherpas en ont discuté pendant des mois pour en arriver à un consensus ».

DIVERGENCES

La déclaration finale du président français, Jacques Chirac, ne dit par ailleurs pas un mot du débat sur les monnaies, même si les soubresauts du dollar américain ont fait l'objet de nombreuses discussions lors de la rencontre. « C'est au marché de décider », a expliqué M. Chrétien.

M. Chirac a toutefois reconnu devant les journalistes l'existence de divergences entre les membres du G8, notamment sur la question des subventions agricoles et sur celle de l'accès aux médicaments dans les pays moins développés, et porté le blâme sur les États-Unis.

Le président français a cependant profité du départ, la veille, de l'Américain George W. Bush, pour inclure aux conclusions du Sommet une petite phrase à l'effet que « ceux d'entre nous qui ont ratifié le Protocole de Kyoto réaffirment leur détermination à le voir entrer en vigueur ».

Les États-Unis ont rejeté cette entente du revers de la main, alors que la Russie s'engage toujours à la ratifier comme les autres membres du G8.

M. Chrétien, de son côté, s'est montré « très content de la déception de M. Chirac » sur les politiques agricoles en espérant y voir une ouverture de sa part, car les subventions sont aussi très élevées en Europe.

« Je dis aux deux parties que les subventions sont trop élevées, a-t-il lancé, et qu'il faut les éliminer pour revenir à la libre concurrence et permettre aux pays en voie de développement d'augmenter leur production agricole ».

RUES

Suite de la Une

qu'un jour on l'aime cette ville, qu'on s'y sente bien, il va falloir que vous changiez d'attitude envers les citoyens », affirmait la dame.

Plusieurs citoyens de L'Ancienne-Lorette considèrent que changer les noms de rue est un gaspillage d'argent pur et simple. « Tant que le référendum sur les défusions ne sera pas fait, ne touchez à rien, réclamait André Larochelle de la rue Saint-François.

« C'est trop tôt pour faire ces changements-là, juge Henri Gauvin, de la rue du Vison. On a voté à 98% contre la fusion, tenez-en compte. »

Encouragé par les applaudissements de la foule, Marcel Paquin affirme avoir perdu son sentiment d'appartenance après s'être fait dérober son nom de ville. « Là, vous nous volez notre nom de rue, est-ce qu'un jour, il va falloir que je change mon nom parce que vous allez trouver qu'il y a trop de Paquin à Québec? »

EXFO

Suite de la Une

Le marché que ses ventes se situeraient entre 16 et 19 millions \$ US. La direction a prévu hier qu'elles n'atteindraient que 15 millions \$ US, sensiblement identiques à celles du deuxième quart.



Germain Lamonde

Le seuil de rentabilité de la compagnie était initialement autour de 21 ou 22 millions \$ US de ventes. Il passera à 18 millions \$.

En ne tenant pas compte des écritures comptables sans impact monétaire (amortissement), le seuil de rentabilité est en fait abaissé à 15 millions \$ US de ventes.

La survie de l'entreprise n'est nullement menacée. Assez paradoxalement, l'encaisse d'EXFO a grimpé ces derniers mois et dépasse aujourd'hui les 60 millions \$ US. Elle n'était que de 58 millions \$ US au dernier trimestre.

M. Lamonde a indiqué qu'EXFO « affichait globalement un bon degré de stabilité ». Il a cependant répété que cette stabilité ne permettait pas de générer de bénéfices et que l'entreprise était, dans le contexte actuel, trop loin de son point de rentabilité. « L'entreprise est stabilisée, mais le secteur ne l'est pas tout à fait. Notre stabilité vient de ce que nous continuons à prendre des parts de marché à nos concurrents, grâce à nos nouveaux produits », a-t-il dit.

Au troisième trimestre, EXFO devrait perdre entre 0,02 \$ et 0,05 \$ US par action (entre 1,4 et 3,4 millions \$ US). La perte ne tient pas compte des frais de restructuration qui, pour l'essentiel, seront passés au quatrième trimestre.

Germain Lamonde a précisé que, dans le choix des abolitions de poste, la direction avait notamment tenté de protéger son personnel de recherche et développement, de même que son personnel des ventes.

1350 EMPLOIS AU PLUS FORT

Plusieurs compétiteurs d'EXFO sont en sérieuses difficultés aux États-Unis et en Europe. Acterna est en défaut de paiement, même chose pour Digital Lightwave. À la fin de l'exercice 2002, un troisième compétiteur, NetTest, a été vendu pour 1 \$ à la société Axel, qui tente depuis de le restructurer.

Il y a trois ans, au plus fort du boom du secteur des télécommunications, EXFO employait 1350 travailleurs.

En Bourse, avant l'annonce du plan de restructuration, le titre d'EXFO a perdu 0,11 \$ et fermé à 4 \$ CAN. Il a gagné près de 30% depuis le mois d'avril.

Résultats	
Banco	Tirage du 2003-06-03
03 05 08 10 19 22 26 31 37 41	
42 43 47 52 54 55 58 64 69 70	
Extra	Tirage du 2003-06-03
169 4719	NUMÉRO 592054

Clavardage Papillon

Son battement d'ailes déclenche une tempête de rock'n'roll délectant

Aujourd'hui mercredi à 12 h 30
www.cyberpresse.ca/clavardage
cyberpresse.ca



Jusqu'à 100\$* de rabais sur vos verres!

Choisissez une paire de lunettes complète (verres et monture) parmi notre collection Mode et, sur présentation de cette annonce, obtenez jusqu'à 100\$* de rabais sur le prix régulier de vos verres.

MARCHAND
OPTOMÉTRIE ET LUNETTERIE

NOUVEAU 18 mois

Dr René Marchand, Optométriste

Examen de la vue sur place • Acceptons les prescriptions de l'extérieur

Place Laurier 653-6611 • Les Saules 877-9456 (Voisin d'Ameublements Tangway)
Centre Médical Mailoux 661-6552 • Saint-Raymond 337-6751
Donnacona 285-1333 • Saint-Marc-des-Carrières 268-3933

* Un rabais par achat par client. Ne peut être combiné à aucune autre promotion. N'a aucune valeur en espèces. Le montant du rabais dépend du prix de vos lunettes. Si vos lunettes coûtent moins de 100\$, la différence n'est pas remboursable. Certaines restrictions s'appliquent. Voir détails en magasin. Cette offre prend fin le 30 juin 2003.

ACTUALITÉS

PROSTITUTION
JUVÉNILELe juge
se récuse

RICHARD HÉNAULT

RHenault@lesoleil.com

Il a fallu revenir à la case départ, hier, à l'enquête sur mise en liberté provisoire des présumés Wolf Pack, Patrick Kayishema, Jean-Claude Karera et David Moïse. Le juge Michel Auger, qui avait entrepris l'enquête, il y a trois semaines, s'est récuse et il a fallu tout reprendre devant un autre juge.

D'entrée de jeu, le juge Auger a expliqué qu'il avait fait une transaction avec un homme dont le fils est actuellement accusé d'avoir été un client du réseau de prostitution juvénile. Pour préserver l'apparence de justice, il estimait préférable de céder sa place à un collègue.

Le juge Pierre Rousseau a immédiatement pris la relève à pied levé. Il y a trois semaines, près de deux jours d'audience s'étaient déroulés devant le juge Auger.

L'une des procureurs de la Couronne, M^{re} Geneviève Lacroix, a donc repris son résumé des dépositions de 21 plaignantes qui relatent comment elles ont fait la connaissance des trois prévenus et de leurs présumés complices. On n'a utilisé pour les fins de l'enquête sur mise en liberté provisoire que 21 déclarations mais, d'indiquer M^{re} Lacroix, le ministère public en a d'autres en sa possession.

En gros, les jeunes femmes, majeures et mineures, expliquent que les présumés proxénètes se montraient d'abord charmants avec elles. Ils identifiaient leurs points faibles et leur vulnérabilité afin de les amener à repousser les limites de leur sexualité. À ce point, ils les convainquaient de se livrer à la prostitution. Au début, chacune se croit l'élue du cœur de son séducteur. Elle se croit la seule... avant de découvrir qu'il y en a plusieurs autres.

Lorsque l'un des membres du gang échoue dans sa séduction, un autre tente sa chance auprès de la jeune fille. Une fois celle-ci séduite, le contrôle sur elle devient constant et quotidien, tant du point de vue matériel que moral, a ajouté M^{re} Lacroix.

Vue de l'extérieur, l'emprise que ces hommes avaient sur les plaignantes peut sembler déconcertante. Après avoir accepté de danser, les présumées victimes se contentaient d'un maigre 20\$ par jour pour manger alors qu'elles versaient des milliers et des milliers de dollars aux souteneurs.

En retour, ceux-ci acquittaient tous les soins de beauté, de bronzage, etc. Si jamais, les danseuses faiblissaient et donnaient l'impression de vouloir s'affranchir, il y en avait toujours un pour la récupérer en se montrant plus aimable et plus compréhensif que l'autre.

A une exception près, soit Tchélet Pierre-de Bellefeuille, tous les Wolf Pack faisaient travailler «leurs» filles dans les bars, «à gaffe» ou «à 10\$». Ce serait Pierre-de Bellefeuille qui aurait dirigé certaines des plaignantes vers les 17 présumés clients appréhendés lors des deux vagues d'arrestations effectuées dans le cadre de l'Opération Scorpion.

Il ressort principalement des dépositions que Patrick Kayishema et Nerva Lovinski dirigeaient chacun une filière du réseau, bien que les frontières entre les deux clans n'aient pas été toujours très bien définies. Il appert, selon le ministère public, que Lovinski faisait beaucoup plus d'argent que Kayishema et que les deux hommes n'étaient pas de très bons amis quoiqu'ils se parlaient volontiers.

Dans un deuxième temps, un autre procureur de la Couronne, M^{re} Michel Greene, a exposé au juge Rousseau les rapports de perquisitions effectuées chez divers présumés proxénètes, les rapports de filature de certains d'entre eux et les rapports d'événements rédigés par les policiers. Enfin, M^{re} Greene a énuméré les antécédents judiciaires de Kayishema et Karera. L'autre prévenu, David Moïse, n'en possède pas, mais il était visé par un mandat d'arrestation pour possession de stupéfiants.

TOURISME

Un été difficile à Québec

LOUISE LEMIEUX

LLeimieux@lesoleil.com

■ L'Office du tourisme et des congrès s'attend à ce que le tourisme de la région subisse cet été le contrecoup des événements de l'année: la guerre en Irak, les relations tendues entre le Canada et les États-Unis, le SRAS, le virus du Nil et le cas de vache folle en Alberta. Prudents, les touristes décideront à la dernière minute d'entreprendre un voyage cet été, phénomène peu prisé par l'industrie touristique.

Hôteliers et restaurateurs de la région devront miser sur les touristes québécois.

«Depuis le 11 septembre 2001, les temps sont et seront difficiles. Nous serons à la merci des décisions de dernière minutes des consommateurs», avoue Jean-Paul Desjardins, président du conseil d'administration de l'Office de tourisme et des congrès de Québec. Il s'adressait à quelque 200 membres de l'Office qui tenait son assemblée annuelle, hier, en fin d'après-midi.

«C'est certain que les Ontariens sont

ébranlés par la crise du SRAS, poursuit-il en entrevue. En outre, une clientèle internationale importante arrive à Toronto. Or, le premier mot en tourisme, c'est sécurité. Alors, les voyageurs se questionnent. Ils attendent à la dernière minute avant d'entreprendre un voyage. De plus en plus, nous souffrons de ce phénomène».

Pourtant, Québec n'est affectée ni par le virus du Nil, ni par la vache folle, si par le SRAS. Alors l'Office du tourisme a dû injecter 200 000 \$ supplémentaires en promotion «pour rassu-

rer les Ontariens et les Américains et leur dire qu'ici on n'a rien eu».

M. Desjardins refuse d'être pessimiste: «Ça ne va pas mal en tourisme. Mais il faut prévenir le mal et augmenter nos investissements».

Grâce à un outil qui permet à l'Office de suivre l'évolution de la clientèle touristique à chaque mois, on peut affirmer que «Oui, on sent que, les grands hôtels ont subi déjà les contrecoups des événements de l'actualité».

La région a cependant une corde à son arc: l'amour des Québécois pour leur capitale nationale. «La région de Québec est aimée par 70% des Québécois. Montréal obtient une cote d'amour de seulement 40%».

Tout cela pour dire que finalement, cet été «on compte sur les touristes québécois et sur l'efficacité de nos opérations menées en Ontario et aux États-Unis». Mais la situation est très changeante en tourisme. Les revire-

ments sont encore possibles.

Et pour illustrer son affirmation, Jean-Paul Desjardins de raconter l'impact négatif sur la fréquentation dans les restaurants durant les émissions dominicales de... *Star Académie*.

Cette année encore, l'Office du tourisme mettra sur le tourisme d'hiver, vu le succès remporté la saison dernière. Le vol Paris-Québec d'Air Transat a été rempli à 97,6%, rappelle M. Desjardins, ce qui a fait grimper l'achalandage touristique de 7%. Le succès de cette entreprise est si stable que l'Office n'aura pas à prendre de risque financier, comme ce fut le cas l'an dernier.

L'an prochain ce sont 11,5 M\$ qui seront investis en diverses campagnes publicitaires et activités de promotion. L'Office travaillera au développement de nouvelles liaisons aériennes, de son site Internet et insistera davantage sur le tourisme culturel.

**Le premier
mot en
tourisme,
c'est
sécurité**

LOGEMENT SOCIAL

La Ville devait
s'attendre à
2 M \$ de moins,
dit Fournier

SIMON BOIVIN

SBoivin@lesoleil.com

Pour le ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, la Ville de Québec et son Office municipal d'habitation (OMH) devaient s'attendre à perdre les deux millions \$ par année d'un programme de mise à niveau qui arrivait à terme.

«Pour Québec et Montréal, à l'égard des réparations (des unités de logement), il y a eu un programme de mise à niveau de trois ans qui a connu une prolongation d'un an mais qui arrivait à terme, a déclaré M. Fournier. Il y a néanmoins des gens qui auraient souhaité que les budgets de mise à niveau se perpétuent, mais avec les compressions que nous avons, il n'était pas possible de prolonger.»

Le ministre réagissait ainsi à un article paru dans LE SOLEIL, hier, dans lequel la Ville de Québec qualifiait de «catastrophique» la réduction de moitié du budget de réparation de l'OMH. Claude Larose, le conseiller responsable du dossier de l'habitation pour Québec, disait craindre que des locataires puissent se retrouver à la rue, faute de ressources.

Hier, M. Larose a déploré que Québec soit la ville la plus touchée de la province par les «coupures» du gouvernement dans ce secteur. «Nous avons fait la démonstration que nos besoins sont de l'ordre de 6,5 millions \$, mais nous devions quand même nous débrouiller avec un budget de 4,5 millions \$, a-t-il indiqué. Et le budget pour 2003 avait déjà été approuvé par la Société d'habitation du Québec (SHQ) en janvier. Là, on apprend en juin qu'on nous coupe de moitié.»

Mais chez le ministre Fournier, on assure qu'il était convenu que l'approbation par la SHQ de ce budget restait conditionnelle à une confirmation des sommes dans le budget provincial.

Pour M. Fournier, la priorité est d'ouvrir le plus d'unités possible afin d'élever le taux de vacance des logements. C'est pourquoi, dit-il, il a accéléré la mise en branle du programme Accès-Logis. «À Québec, il n'y a pas de relation avec le taux d'innoculation parce qu'il n'y a pas d'unités qui sont fermées en attente de réparation, a soutenu le ministre. C'est la première chose dont je me suis assuré.»

«Comment peut-il dire ça? a questionné Claude Larose. Est-ce qu'il a fait le tour de nos bâtiments? Nous n'avons jamais accepté que l'augmentation de budget des dernières années ne soit qu'un programme, compte tenu de l'ampleur de nos besoins.»

Le ministre des Affaires municipales assure par ailleurs que si des réparations majeures devaient être effectuées, des fonds seraient pris à même le budget de la SHQ. «Je me suis assuré avec la SHQ qu'il n'y aurait aucune réparation majeure comportant des risques à la santé des gens qui n'allait pas être faite, a-t-il assuré. (...) Il reste d'ailleurs du budget pour les faire et la SHQ est là pour s'assurer qu'il n'y ait aucun cas échappé dans les réparations d'ordre prioritaire.»

Cela serait également valide pour les réparations imprévues qui pourraient survenir en cours d'année.

La chose a semblé surprendre Claude Larose. «S'il y a de l'argent disponible, on aurait aimé ça le savoir», a-t-il dit.

M. Larose entend envoyer une lettre à M. Fournier et solliciter une rencontre avec lui pour éclaircir cette situation.



Pour Nicole Dionne du BAIL, ce n'est que de la gestion de crise et non une solution au problème.

La Croix-Rouge à l'œuvre

L'organisme se dit prêt à gérer la crise du logement

ISABELLE MATHIEU

IMathieu@lesoleil.com

La Croix-Rouge affirme être prête à faire face à la crise du logement; elle déjà trouvé 300 appartements vacants pour les sans-logis du 1^{er} juillet. Reste à les jumeler aux locataires capables de les payer...

À 28 jours du grand dérangement, l'édifice de la Croix-Rouge canadienne, où seront regroupés tous les services d'aide, commence à bourdonner d'activités. Déjà, 21 personnes ont appelé l'organisme chargé de gérer la crise. L'an dernier, 500 ménages avaient téléphoné et une centaine avaient dû être hébergés temporairement.

Combien de personnes dormiront dans les sites d'hébergement temporaires cette année? Personne ne le sait, affirmait hier Claude Larose, conseiller municipal responsable de l'habitation, à l'occasion d'une conférence de presse pour annoncer les mesures d'urgence. «On va tout faire pour que leur dépaysement dure le moins longtemps possible», résume Claude Larose.

C'est pour cela que trois employées de la Croix-Rouge sont déjà affairées à éprouver les petites annonces, à appeler les propriétaires et à faire le lien avec les locataires. «Parfois, les gens ne savent pas quelles questions poser aux propriétaires, ils sont un peu démunis, dit Sylvie Fortin. On fait la recherche pour eux et on les conseille et ensuite, ils vont voir le propriétaire.»

Malgré tout ce travail de recherche, bien des familles risquent d'avoir du mal à se loger; les 300 logements toujours vacants coûtent en effet de 400 à... 1300 \$ par mois!

La Ville de Québec espère qu'une des clés de solution de la crise sera les fameux suppléments d'aide au loyer (environ 300 \$ par mois pour une famille) que le gouvernement versera aux gens

à faible revenu. Avec ces quelques centaines de dollars de plus, garantis jusqu'en juillet 2004, les locataires pourront se loger plus facilement, même dans un appartement plus cher.

Mais qu'arrivera-t-il lorsque le supplément d'aide cessera, demandent les groupes communautaires. «C'est seulement de la gestion de crise, les suppléments d'aide, juge Nicole Dionne, coordonnatrice du Bureau d'animation et d'information logement (BAIL). Lorsque ça se termine, la personne se trouve incapable de se loger.»

La Croix-Rouge est à terminer la planification de l'hébergement d'urgence, prévu pour au moins 100 personnes. Déjà, elle a réservé 30 chambres aux résidences de l'Université Laval. D'autres lits seront aussi disponibles à la maison Jésus-Ouvrier et dans d'autres résidences. Un centre d'hébergement transitoire, où les gens ne pourront rester plus d'une nuit, sera aussi ouvert à l'école Wilbrod-Bhére.

L'hébergement temporaire ne coûtera rien aux sans-logis. Des tarifs seront toutefois imposés pour l'aide alimentaire ainsi que pour l'entreposage et le transport des meubles. Au total, l'opération 1^{er} juillet coûtera au moins 350 000 \$ à la Ville.

Les gens ayant des problèmes de santé mentale seront pris en charge par le groupe PECH (programme d'encadrement clinique et d'hébergement). «On va leur trouver une ressource au CLSC et faire un suivi, explique Lise Lavoie. Ces gens-là sont incapables de se trouver un logement, mais s'ils sont aidés, ils peuvent conserver leur logement ou vivre dans une maison spécialisée.»

LIGNE TÉLÉPHONIQUE

Le centre de coordination de la Croix-Rouge est accessible du lundi au vendredi, de 8 h à 16 h 30, en appelant au (418) 691-2345 ou en se rendant au 325, rue de la Croix-Rouge.

**« On
apprend en
juin qu'on
nous coupe
de moitié »**

Elantra
2003
Louez à partir de
159\$
par mois / 60 mois
Financement
à l'achat
0%
Jusqu'à 48 mois

AUCUN PAIEMENT
AVANT 1 AN À L'ACHAT

Programme d'assistance routière 24 h.

Pièces et service
ouvert le soir
jusqu'à 21h.

LESSARD
HYUNDAI
à mon rythme
depuis 3 générations

Gagnant du prix
du président pour
la 7^e année

659, Boul. St-Joseph, Québec
Entre Pierre-Bertrand et Laurentien
623-5471

HYUNDAI
Gagnant

Basé sur le programme des Services Financiers Hyundai. Offre en vigueur jusqu'au 30 juin 2003. Sous réserve de la signature du contrat de location. Remboursement annuel de 30 000 \$, frais de 15 cents le kilomètre excédentaire. Frais d'administration de 200 \$, taxes de 100 \$, assurance, transport et entretien inclus. Un report de paiement d'un \$ 1950 pour les offres pour tous les véhicules moins 2000 \$ en 2003. Aucune franchise d'achat ne s'applique aux 300 premiers clients ayant la prime de possession d'un véhicule participant par son programme. Après les 300 jours, les clients commenceront à accumuler et à bénéficier du programme de location et de location à long terme de 7,99 % par année jusqu'à la fin du contrat. Le premier paiement est de 1950 \$ pour les offres de location de véhicules. La durée de contrat maximum est de 48 mois, sans compter le régime de paiement de 12 mois. Un versement initial ou un échange peuvent être requis.

L'abandon de la liaison Montréal-Beyrouth suscite la controverse

MONTRÉAL (PC) — L'abandon de la liaison aérienne directe Montréal-Beyrouth a été dénoncé par les autorités consulaires libanaises à Montréal, alors qu'un spécialiste du Proche-Orient y a vu une ingérence américaine dans les affaires canadiennes.

À Ottawa, le solliciteur général, Wayne Easter, a indiqué que « la décision sur les vols d'Air Canada entre Beyrouth et Montréal avait été prise uniquement pour des raisons de sécurité nationale ».

Pour sa part, le vice-premier ministre et responsable de la sécurité frontalière, John Manley, a assuré que son homologue américain, Tom Ridge, ne lui a jamais fait part d'inquiétudes face à un éventuel vol Beyrouth-Montréal.

Lundi, à la veille du lancement de la nouvelle liaison sans escale entre Montréal et Beyrouth, la seule en Amérique du Nord, Air Canada a annoncé ne plus avoir l'autorisation pour aller de l'avant avec ses trois vols hebdomadaires.

Le politologue et spécialiste du Proche-Orient à l'Université de Sherbrooke, Sami Aoun, croit que le gouvernement fédéral, en agissant comme il l'a fait, a cédé aux pressions américaines à un moment où les relations diplomatiques entre les deux pays sont plutôt tendues.

Le spécialiste, qui a fait remarquer que la décision canadienne est venue dans le sillage de déclarations un peu incendiaires du Hezbollah, le parti islamiste libanais pro-iranien, qui ont pu constituer une alerte pour les Américains.

Il existe plusieurs liaisons aériennes entre Montréal et Beyrouth, mais toutes nécessitent une escale dans une capitale européenne, ce qui fait qu'il faut de 20 à 26 heures pour effectuer le voyage, plutôt que les neuf heures qu'aurait pris le vol d'Air Canada.



Le général à la retraite, Maurice Baril a été désigné pour cette mission par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan.

Maurice Baril en mission au Congo

OTTAWA (PC) — Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a demandé hier au général à la retraite, Maurice Baril, de se rendre au Congo-Kinshasa, afin d'aider à la mise en place d'une nouvelle armée congolaise qui pourrait, espère-t-on, mettre un terme à la guerre civile faisant rage depuis 1999.

Ancien chef d'état-major des Forces armées canadiennes, M. Baril sera accompagné de l'ancien premier ministre du Sénégal, Moustapha Niasse, qui agira à titre de représentant spécial de M. Annan au Congo.

Ils auront pour tâche « de travailler avec le gouvernement » de Kinshasa à la formation d'une nouvelle armée congolaise, a annoncé Kofi Annan lors d'un point de presse au siège des Nations unies, à New York.

« C'est ce qui permettra à tout le processus de paix de se tenir, a-t-il précisé. Nous espérons que les Nations unies pourront leur venir en aide en résolvant ce problème — l'absence d'une armée nationale — de façon à ce qu'ils puissent aller de l'avant avec la formation d'un nouveau gouvernement. Je crois que si nous arrivons à faire des progrès sur le front politique, cela aura aussi un impact sur la situation militaire. »

Le ministre canadien de la Défense, John McCallum, s'est réjoui de la nomination de M. Baril.

« Je suis convaincu qu'il aura du succès là-bas, que ce sera une bonne mission pour lui », a-t-il déclaré à sa sortie des Communies.

Il a été impossible de joindre le général à la retraite. Le Congo-Kinshasa est aux prises avec une guerre civile qui a fait plus de 50 000 morts et 500 000 déplacés depuis 1999. Dans la région de l'Ituri, où se concentrent les combats entre les tribus Hema et Lendu, les violences ont redoublé depuis le départ des 6000 soldats ougandais, le mois dernier. Selon des sources humanitaires et onusiennes, la situation est « critique » à Bunia, qui est actuellement livrée à des bandes armées, souvent composée d'enfants. Ce week-end encore, on a rapporté le massacre de plus de 300 civils, et même des actes de cannibalisme.

Le Congo-Kinshasa « se trouve à l'intersection entre la paix et la guerre », a récemment affirmé M. Annan, en réclamant que les effectifs de la Mission des Nations unies au Congo (MONUC) soient portés à 10 800 personnes. Ils ne sont actuellement que 5500.

La semaine dernière, Ottawa a confirmé que sa contribution à la mission onusienne au Congo serait l'envoi d'une trentaine de militaires et de deux avions Hercules dans la région.

Deux jours avant cette annonce, le lieutenant-général à la retraite Roméo Dallaire, qui a été à la tête de la mission onusienne au Rwanda, en 1994, avait estimé que la situation au Congo s'annonçait « pire » que celle du Rwanda, où il y a pourtant eu génocide.

« Il y a plus de monde, il y a plus d'enjeux, il y a des ressources naturelles », avait-il résumé.

SRAS À TORONTO

L'OMS n'émet pas de nouvel avis, mais reste attentive

■ TORONTO (PC) — Seulement deux nouveaux cas de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) ont été annoncés hier à Toronto, et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait savoir qu'elle n'entendait pas pour le moment émettre un nouvel avis déconseillant aux voyageurs de se rendre dans la ville.

L'organisation genevoise a toutefois fait part de son inquiétude face à l'ampleur de cette nouvelle vague de cas de SRAS, et surveille de près l'éventualité que la maladie ait pu être exportée en dehors de la Ville Reine.

Selon le Dr Paul Gully, directeur principal du service population et santé publique de Santé Canada, les rumeurs faisant état de quelques cas exportés n'ont pas été abordées par les experts de Genève lors de leurs discussions avec les responsables de Santé Canada.

Cette possibilité, qui constitue l'un

des critères retenus par l'OMS pour décider si Toronto sera remise sur la liste des pays à risque, ne repose pas sur des faits suffisamment tangibles pour le moment, et des enquêtes sont en cours.

La ville, avec ses deux nouveaux cas hier, contre 10 pour la journée de lundi, a certes dépassé la cote d'alerte minimale des 60 cas décelée par l'OMS, avec en tout 64 cas actifs du virus. Mais le fait que la moyenne des nouvelles contaminations sur trois jours consécutifs ne dépasse pas le chiffre de cinq est un bon signe pour Toronto, qui reste en deçà des limites fixées par l'OMS.

« Oui, il y avait des inquiétudes, mais on en reste là pour le moment », a commenté la porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé, Maria Cheng.

« La courbe va descendre à zéro nouveau cas dans les prochains jours », estime quant à lui le Dr Donald Low, chef du service de microbiologie à l'Hôpital Mount Sinai de Toronto. Un avis vite pondéré par le Dr James Young, commissaire de la sécurité publique de la province de l'Ontario, qui précise: « Il espère. Il ne garantit pas. »

Environ 5200 personnes étaient toujours placées en quarantaine hier, dont 243 qui travaillaient dans des structures hospitalières, soit près de 5% des cas. Au total, 32 personnes ont péri du SRAS au Canada depuis le début de la crise.



Les commerces sont désertés par les touristes à Toronto.

VACHE FOLLE

650 nouveaux bovins abattus

EDMONTON (PC) — Quelque 650 bovins provenant de cinq fermes en Alberta ont dû être abattus par les autorités vétérinaires, a-t-on appris hier.

Ces dernières ne sont toujours pas parvenues à mettre la main sur le père et la mère de la vache atteinte par la maladie de la vache folle découverte le mois dernier dans une ferme de Wanham, en Alberta.

L'enquête des chercheurs de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) s'est penchée ces derniers jours sur plusieurs fermes où la vache malade aurait pu voir le jour.

Les enquêteurs, qui tentent de remonter jusqu'aux parents de l'animal, ont recours aux analyses d'ADN pour isoler les sujets. La maladie, également appelée encéphalite spongiforme bovine (ESB), est soupçonnée de pouvoir se transmettre de la mère au veau.

Plusieurs vaches et taureaux ont d'ores et déjà été formellement innocentes, mais du fait des données génétiques insuffisantes recueillies auprès des autres bêtes, les autorités préfèrent ne prendre aucun risque et vont donc procéder à l'abattage des animaux restants, soit 650 au total.

Selon Brian Evans, chef vétérinaire de l'ACIA, ces nouveaux tests vont repousser la conclusion de l'enquête sur une éventuelle propagation de l'ESB. Le Dr Evans avait fait savoir lundi que celle-ci pourrait être close à la fin de la semaine.

À ce jour, 1160 bovins ont été abattus et par la suite analysés sans que la moindre trace de la maladie n'apparaisse. Les nouveaux abattages des jours à venir porteront le chiffre total d'animaux tués à plus de 1800.

L'annonce de ce cas a entraîné un embargo sur le bœuf canadien dans huit pays: États-Unis, Australie, Japon et Corée du Sud, Singapour, Nouvelle-Zélande, Indonésie et Barbade.

Selon Brian Evans, après l'échec de ces analyses, deux fermes ont été retirées de la liste des exploitations placées en quarantaine et une autre y a été ajoutée car elle pourrait avoir reçu de la nourriture au-delà de l'entrée en vigueur de l'interdiction des farines animales au Canada, en 1997.

Au total, 15 fermes étaient toujours placées en quarantaine hier en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique.

Plusieurs téléphones, plusieurs boîtes vocales...

Avec l'option Centre de messages intégré du service TéléRéponse, offrez-vous la commodité d'une seule boîte vocale.



Et bien simple.

L'ÉVÉNEMENT HORTICOLE À NE PAS MANQUER!

Les 42 Jours Hamel

Promotion de la semaine du 30 mai au 5 juin

Paillis de cèdre 3 pi²

1027440 Courant : 5,99 \$ Spécial:

2,97\$

Jour 20 Mercredi 4 juin

Mangeoires à colibri

35%

Toutes les spirées blanches

Spécial:

40%



LÉVIS 4800, boul. de la Rivière-Sud

SAINT-FÉY 1169, 80^e Rue Est

CHARLESBOURG 1169, 80^e Rue Est

BEAUPORT 1350, boul. des Chutes

www.jardinhamel.com

Du 16 mai au 26 juin

Le G8 « ne sert à rien », selon les ONG

ANNEMASSE, Haute-Savoie (AP) — « Définitivement, le G8 ne sert à rien! » Telle est la conclusion qu'ont tirée hier à Annemasse, près d'Évian en Haute-Savoie, les associations organisatrices du « Sommet pour un autre monde » à la lecture du communiqué final du groupe des Huit.

S'ils reconnaissent « la profonde crise que traverse le système actuel », les chefs d'État et de gouvernement « réaffirment pourtant leur rhétorique néolibérale et leur confiance dans la croissance, réitérant la nécessité d'accroître la libéralisation du commerce mondial », relèvent les ONG Agir ici, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CCFD, 4D et Greenpeace dans un texte commun.

À leurs yeux, « le dialogue élargi » présenté comme une ouverture générale du G8 au pays du Sud n'est qu'une supercherie où les pays riches se réservent le droit de choisir leurs invités », ce qui complique « la nécessaire redéfinition de l'architecture d'une gouvernance mondiale » réellement démocratique.

Au-delà de ce constat, les associations dénoncent « l'incapacité des pays du G8 à prendre leurs responsabilités sur un certain nombre de sujets », à commencer par le sida.

Les participants au contre-sommet qualifient ainsi de « particulièrement

inquiétantes » les conditions posées par les États-Unis à l'octroi de leur aide. Ils notent également qu'« aucune garantie n'a été apportée à la question de l'accès aux médicaments génériques dans les pays du Sud », le G8 se contentant de « renvoyer la question à la conférence de l'OMC à Cancun ».

« Le plan d'inaction sur la santé présentée le 2 juin est une pilule amère pour les populations des pays en développement qui savent que, dans les coulisses, les États membres du G8 ont délibérément bloqué l'accès à des médicaments à des prix abordables au cours de négociations commerciales », regrette de son côté l'ONG Médecins sans frontières.

Même sentiment en ce qui concerne les allègements de dette, qui, de l'avis des ONG, n'ont pas évolué depuis le G8 de Cologne il y a quatre ans et restent « dérisoires au regard des besoins de financement pour le développement ».

Le contre-sommet se félicite en revanche que « les pays du G8, qui hébergent 415 des 500 plus grandes multinationales du monde, s'engagent timidement en appelant à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises ».

« Que le terme "responsabilité sociale des entreprises" ait été officiellement accepté par les États-Unis constitue une avancée majeure », a souligné Bruno Rebelle, porte-parole de Greenpeace France.



Après la fin du sommet du G8, les affrontements entre manifestants et policiers ont continué à Genève.

Le G8 uni en faveur de la paix en Irak

■ ÉVIAN — Les huit pays les plus industrialisés (G8) se sont dits convaincus hier qu'il faut maintenant bâtir la paix et reconstruire l'Irak. Dans une déclaration concluant un sommet à Évian en France, le G8 se prononce aussi en faveur d'un Irak « pleinement souverain, stable et démocratique ». « On peut éventuellement faire la guerre seul, on ne peut faire la paix seul », a souligné le président français Jacques Chirac. (AFP)



Adepte des bains de soleil, Nancy Duguay a développé un mélanome, un rare type de cancer de la peau.

CANCER DE LA PEAU

Ne lésinez pas sur la crème solaire

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE
ALChampagne@lesoleil.com

■ Chaque fois que Nancy Duguay voit quelqu'un étendu au soleil, elle n'a qu'une seule envie: le secouer, lui demander ce qu'il fait là, et lui tendre un flacon de crème solaire...

L'infirmière de 29 ans était pourtant une habituée des séances au soleil. Elle a aussi fréquenté un salon de bronzage durant quelques mois. Jusqu'à ce qu'elle apprenne que le kyste qu'elle avait à la fesse depuis un an était un mélanome, un type de cancer de peau plutôt rare, mais qui aurait pu être détecté bien avant.

M^{me} Duguay a eu de la chance. Son cancer a été pris à temps, mais il était moins une. Les cellules cancéreuses n'avaient pas atteint les ganglions. Dans ce cas, l'ablation des tissus atteints a suffi à contenir la maladie. «Le pire moment, confie-t-elle, c'est lorsque j'attendais les résultats concernant les ganglions.» Aujourd'hui, elle est suivie aux six mois et il en sera ainsi toute sa vie.

Elle était à Place Sainte-Foy, hier, et participait à la clinique de détection tenue dans le cadre de la Semaine de prudence au soleil, organisée par l'Association canadienne de dermatologie.

En quatre heures, 138 personnes ont profité de la présence d'une dizaine de dermatologues qui se relayaient pour examiner les grains de beauté suspects des participants. Plusieurs y ont appris de mauvaises nouvelles. Trois avaient des mélanomes possibles et un cas était confirmé. Dix-sept ont reçu un diagnostic de carcinome (cancer beaucoup plus fréquent), et 19 de pré-carcinome. Ces résultats sont surprenants, mais explicables dans le cadre d'un tel événement.

Le mélanome, qui représente de 5 à 10 % des cancers de la peau, a une triste position au palmarès. Il s'agit du cancer dont l'incidence et le taux de mortalité progressent le plus. Depuis 1988, les décès attribuables à ce cancer avaient

augmenté de 41 % chez les hommes et de 23 % chez les femmes, alors que les taux de décès se stabilisent ou décroissent pour la plupart des cancers au Canada. Il y aura 3900 nouveaux cas de mélanome malin en 2003, et de ce nombre, 510 hommes et 330 femmes mourront. Quatre-vingt-dix pour cent de ceux qui sont détectés à temps guérissent.

CONSULTEZ

«Vous pouvez être couverts de grains de beauté, mais s'il y en a un qui attire votre attention, n'hésitez pas, consultez», insiste Joël Claveau, dermatologue à la Clinique du mélanome de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Les dermatologues ont développé un truc pour déterminer quand la consultation est nécessaire: c'est l'ABCD du mélanome.

A pour asymétrie; quand les deux moitiés du grain de beauté ne se ressemblent pas; B pour les bordures irrégulières; C pour la couleur qui varie dans un grain de beauté suspect; D pour un diamètre plus grand que 6 millimètres, soit la taille d'une gomme à effacer au bout d'un crayon.

LA FAUTE AU SOLEIL

«Et en plus, on connaît très bien la cause de ce cancer», lance le docteur Marc Rhainds, de l'Institut national de santé publique du Québec. Le coupable, c'est le soleil.

Réduire l'exposition au soleil entre 10 h et 16 h. Rechercher l'ombre. Se couvrir les bras et les jambes et porter un chapeau à larges rebords. Ne jamais exposer les bébés de moins d'un an au soleil direct. Appliquer un écran solaire à facteur de protection solaire (FPS) de 15 ou plus.

«Les gens en mettent insuffisamment», soutient le docteur Rhainds. Des études au cours desquelles on avait ajouté un produit fluorescent à l'écran solaire ont révélé des zones négligées. Et pour atteindre la protection attendue, il faut une bonne quantité du produit, sans quoi le FPS diminue.

«Pour moi, ça été un changement de vie, dit M^{me} Duguay. Mais je ne ressortirais plus au soleil sans protection. Mes enfants non plus.»

VIE PRIVÉE

Plusieurs hôpitaux enfrennent la loi

Ils sollicitent des dons auprès des patients en consultant leur dossier médical

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN
BRicard@lesoleil.com

■ De nombreux hôpitaux du Québec, sinon la plupart, contreviennent à la loi sur la protection des renseignements personnels en sollicitant des dons auprès de leurs ex-patients, certifie la Commission sur l'accès à l'information.

Dans tous les établissements contactés, le *modus operandi* est à peu près le même. À la suite de son congé, le client reçoit une lettre de la direction générale — signée de la main du dg, parfois aussi d'un représentant des employés — l'enjoignant d'aider l'hôpital. Comment? En supportant la fondation.

Tant au Centre hospitalier régional de Rimouski, qu'au Centre hospitalier affilié de Québec (CHA), à Maisonneuve-Rosemont (Montréal), ou au Centre hospitalier des vallées de l'Outaouais, on nous a confirmé agir de la sorte. Tous nous ont certifié que la pratique est généralisée.

Des cinq fondations consultées, seule celle du Centre hospitalier régional de Baie-Comeau nous a indiqué que ce genre de programme de sollicitation n'a pas cours en ses murs. Mais le projet est à l'étude.

PRATIQUE ILLÉGALE

Tous ces hôpitaux agissent dans l'illégalité, soutient au SOLEIL la Commission d'accès à l'information (CAI). Les données concernant un malade contenues dans un dossier médical sont protégées.

«Un hôpital ne peut pas utiliser les renseignements d'un patient ou d'un ex-patient à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été recueillis, soit la dispensation des soins de santé», fait valoir la porte-parole de la CAI, Danielle Hawey, après consultation de juristes.

Autrement dit, la loi interdit à un hôpital de solliciter des dons en utilisant vos coordonnées, même pour une bonne cause. À moins que vous ayez donné votre consentement. «Les renseignements nominatifs sont confidentiels dans un dossier de santé», insiste M^{me} Hawey.

Évidemment, une fondation d'hôpital qui se servirait des noms et adresses des patients se serait tout autant en contravention de la loi. Nous avons obtenu copie d'une de ces lettres qui est

illégale au dire de la CAI. Dans celle-ci, le directeur général de l'hôpital du Saint-Sacrement de Québec (CHA), Denis Carboneau, s'exprime ainsi: «À la suite de votre hospitalisation [...], nous espérons que les soins qui vous ont été prodigués ont été à la hauteur de vos attentes.»

«Nous devons répondre adéquatement aux besoins sans cesse grandissants de la population en soins de santé. Aussi, la Fondation de l'Hôpital du Saint-Sacrement a été mise sur pied pour soutenir notre centre hospitalier dans sa mis-

«Un don de votre part démontrera votre appréciation des soins reçus et votre appui à l'hôpital.»

sion et l'aider financièrement à concrétiser les projets prioritaires qui ne peuvent être comblés par les budgets gouvernementaux actuels», poursuit M. Carboneau.

Un peu plus loin, le dg écrit: «Un don de votre part démontrera votre appréciation des soins reçus et votre appui à l'hôpital.»

Est joint à l'envoi, un coupon réponse sur lequel sont aussi imprimés le nom et l'adresse du patient.

La porte-parole du CHA, Marie Morneau s'est défendue d'agir contre la loi. Elle a cité une cause de la CAI datant de 1997, dont nous avons une copie. Avant cette date, les hôpitaux donnaient les informations personnelles aux fondations qui faisaient la sollicitation. Cela ne se fait plus.

M^{me} Morneau souligne que la CAI recommandait alors que l'hôpital agisse «à titre d'agent distributeur des documents de la Fondation.» Reste maintenant à voir ce que signifie «distribuer» et si le consentement du patient est nécessaire à l'utilisation de ses nom et adresse.

Moores

LIQUIDATION DU STOCK

COMPLETS POUR HOMME 129,99 \$

VESTONS SPORT 99,99 \$

PANTALONS TOUT-ALLER ^{DOCKERS} 39,99 \$

KHAKIS ET JEANS ^{LEE} 29,99 \$

CHEMISES HABILLÉES 19,99 \$ ^{2/35}

CHEMISES DE GOLF 19,99 \$ ^{2/35}

PANTALONS HABILLÉS 29,99 \$

CHAUSSURES CHICS 49,99 \$

TAILLES PORTES : FRAIS ADDITIONNELS

Moores
VÊTEMENTS POUR HOMMES

Pour le magasin le plus proche, composez le:
1-877-MOORES-6



Soirée d'information
mercredi 11 juin



Spécial aisselles

299\$*

Taxes en sus.

* Jusqu'au 30 juin 2003

Des milliers de clients satisfaits
La seule clinique à posséder le Laser
Lightsheer XC 400 millisecondes à Québec
Faites confiance aux vrais professionnels
de l'épilation laser à Québec

Institut d'épilation au laser
et d'esthétique de Québec

Appelez maintenant!

(418) 683-1270

ou sans frais 1-866-212-1270

Pavillon Jeffery Hale

Clinique exclusive pour l'épilation laser
Votre centre d'expérience

50\$

de rabais
sur forfait
épilation!

Non applicable sur le
forfait aisselles.

Limite un coupon par client.
Rabais applicable sur le dernier
paiement d'un forfait.

jusqu'au 30 juin



LE QUÉBEC ET LE CANADA

« L'État doit bâtir et non démolir »

La CSN dénonce le « détricotage » libéral

GILBERT LEDUC
GLeduc@lesoleil.com

■ Pour la présidente de la CSN, Claudette Carboneau, les premières semaines du régime libéral n'ont été qu'une flopée de rumeurs et de ballons politiques visant à « détricoter » les acquis sociaux. Aujourd'hui, à l'occasion du discours inaugural, Jean Charest doit mettre le holà à ce cirque et cesser d'entretenir l'inquiétude et la confusion au sujet de l'avenir des services publics.

« On souhaite un gouvernement bâtisseur et non pas un gouvernement démolisseur », a affirmé, hier, M^{me} Carboneau en rappelant aux 76 députés et ministres libéraux qui n'ont pas été élus par leurs commettants pour appliquer le programme de l'ADQ.

La syndicaliste rencontrait les médias, hier, pour alerter l'opinion publique sur les velléités à saveur idéologique des intentions jusqu'à maintenant exprimées par les dirigeants du nouveau gouvernement. « Il ne se passe pas une journée sans que l'on ne perçoive pas une volonté de remettre en question des pans majeurs de notre société », a exposé la présidente de la CSN en faisant référence, entre autres, à l'abolition de l'universalité du programme des garderies à 5\$, la révision de la notion du *no fault* et des compressions budgétaires attendues du côté de l'aide sociale et de l'entretien des habitations à loyer modique.

Tout ça, prétendent les ténors du gouvernement, au nom du redressement des finances publiques affligées, soutiennent-ils, d'une impasse budgétaire de 4,3 milliards\$. Une retournelle qui sonne faux aux oreilles de la présidente de la CSN.

« Le Québec a connu une formidable période de croissance économique. On s'en tire mieux que les États-Unis et

même très bien par rapport à d'autres provinces. Il n'y a donc pas de raison pour brandir des épouvantails pour justifier des virages extrêmement brutaux ».

Pour Claudette Carboneau, le plan de match des libéraux se dessine peu à peu. Mettre dans les œufs dans la « réingénierie » de l'État dans un objectif de réaliser des économies pour y aller ensuite de généreuses baisses d'impôt à compter d'avril 2004. Pour la CSN, le financement des services publics ne doit pas céder le pas à la réduction fiscale, juge la CSN.

Ce n'est pas qu'une affaire des finances publiques, ajoute la syndicaliste, il y a aussi une « orientation idéologique » derrière les agissements du nouveau gouvernement. Elle cite le cas du recours au secteur privé plutôt qu'aux centres de la petite enfance pour poursuivre le développement des places en garderie. « C'est reconnu qu'il existe une différence importante en termes de qualité de services offerts et de niveau de formation des éducatrices entre le privé et les centres de la petite enfance ».

Claudette Carboneau invite donc le nouveau gouvernement à plancher sur les thèmes de la santé et de l'éducation, comme le PLQ l'avait promis en campagne électorale, plutôt que de s'engager dans une « œuvre de déconstruction » du Québec.



Plus d'un millier de syndiqués du secteur public ont manifesté hier sur la colline parlementaire pour faire bouger le nouveau gouvernement dans le dossier de l'équité salariale.

Nouvelles « têtes à claques » gouvernementales

GILBERT LEDUC
GLeduc@lesoleil.com

■ C'est fait, Jean Charest et Monique Jérôme-Forget viennent de passer à l'histoire. Depuis hier, le premier ministre et la présidente du Conseil du Trésor sont devenus officiellement les premières « têtes à claques » gouvernementales des syndicats.

En effet, les grosses « têtes » en styromousse de Jean Charest et de Monique Jérôme-Forget ont fait leur première apparition publique, hier, à l'occasion d'une manifestation tenue sur la colline parlementaire à laquelle participaient plus d'un millier de syndiqués du secteur public déterminés à faire bouger le nouveau gouvernement dans le dossier de l'équité salariale.

Il est de tradition, dans les rassemblements syndicaux, de se payer la tête des politiciens en les caricaturant de la sorte. Tous les premiers ministres, de Robert Bourassa de Bernard Landry, ont eu droit à cet honneur tout comme la plupart des présidents du Conseil du Trésor et des ministres de la Santé et de l'Éducation.

Les grosses « têtes » ne se limitent pas à jouer les plantes vertes et à écouter passivement les discours des

syndicalistes. Ils participent activement à la manifestation.

Hier, par exemple, les « faux » Jean Charest et Monique Jérôme-Forget comblaient les attentes des syndiqués en distribuant des chèques fictifs sur lesquels il était inscrit « Équité salariale. Nous sommes prêts ». Le mouvement syndical ne pouvait rater l'occasion de remettre sous le nez des libéraux leur slogan électoral.

DOSSIER QUI TRAÎNE

Évidemment, ce ne sont pas les chèques fictifs qui intéressent les 435 000 employés du secteur public. Les délais invoqués par le gouvernement Charest pour régler, une fois pour toutes, ce dossier qui traîne dans le paysage depuis une bonne quinzaine d'années et qui fait l'objet d'intensifs travaux conjoints depuis le printemps 2001 sont jugés inacceptables

par l'intersyndicale composée de la CSN, de la CSQ, de la FTQ, de la FIIQ et du SFPQ.

À tour de rôle, les porte-parole des cinq organisations syndicales ont rappelé au gouvernement qu'il devait cesser de tergiverser et donner, sans plus tarder, le mandat à ses négociateurs d'en arriver à un règlement satisfaisant. Ils ont rappelé que l'ancien gouvernement s'était engagé à tout mettre en œuvre pour clore le dossier avant la fin du mois de juin.

Vendredi dernier, la présidente du Conseil du Trésor a avisé les dirigeants de l'intersyndicale qu'une « proposition globale » de règlement allait être déposée dans les jours suivants la présentation du budget et que les travaux pourraient se poursuivre durant une bonne partie de l'été. Elle a même évalué à 2 milliards \$ les coûts d'une entente sur l'équité salariale.

C'est sous les slogans « L'équité, nous sommes prêts », « Charest, nous sommes prêts », et « Nous voulons notre pognon » que les syndiqués ont mis un terme à la manifestation qui sortait de l'ordinaire puisque des figurants ont simulé une course à obstacles pour illustrer tout le chemin parcouru dans le dossier de l'équité salariale.

Grands parleurs, petits...

Les libéraux déchirent chaque jour des pages de leur programme électoral, critique Mario Dumont

SIMON BOIVIN
SBoivin@lesoleil.com

■ Les libéraux déchirent chaque jour des pages de leur programme électoral parce qu'ils ont fait des promesses en sachant qu'ils ne pourraient pas les tenir, a soutenu hier le chef de l'ADQ, Mario Dumont.

« Ils font ce qu'ils n'ont pas dit et ils ne font pas ce qu'ils ont dit, a analysé le leader adéquiste avant son coup d'éclat de l'après-midi en Chambre. (...) C'est notre devoir de nous assurer qu'ils ne vont pas continuer à déchirer les pages de leur programme comme s'ils avaient été élus avec un chèque en blanc. »

Pour appuyer sa critique, M. Dumont a pris des exemples concernant la santé et le domaine des politiques familiales. « On devait avoir des réouvertures de salles d'opération, a-t-il dit. Ça devait se faire dès les lendemains de l'élection. Finalement, ils ont retiré plus de l'argent qui avait été annoncé par l'ancien gouvernement qu'ils en ont remis. Ils avaient promis de baisser les impôts, et là, ils parlent d'appliquer aux familles des hausses d'impôt. »

Il existe, selon lui, une « série d'éléments » qui donnent l'impression que les libéraux ont rapidement oublié ce qu'ils avaient promis. Et l'état des finances publiques n'est pas une justification aux yeux du député de Rivière-du-Loup. « Personne n'aura cru évidemment l'excuse budgétaire. Quand M^{me} Marois a déposé son budget, tout le monde savait qu'il y avait un trou. (...) Et ce n'est pas vrai qu'au Parti libéral, ils vivaient sur une autre planète pendant ce temps-là. Ils ont promis de l'argent en connaissance de cause, alors, il n'y a plus d'excuse maintenant. Ils sont au pouvoir puis ils doivent livrer la marchandise. »

Quand il s'est fait demander si les libéraux ne mettaient pas en œuvre des



L'équipe de Mario Dumont se chargera « de rappeler les engagements qui ont été pris » par le parti de Jean Charest.

actions en accord avec la vision adéquate, M. Dumont a répliqué qu'il « y a des changements majeurs qui ne peuvent pas survenir dans une société sur la base d'un mensonge ».

Le discours inaugural des libéraux, aujourd'hui, permettra de connaître les « vraies orientations » du nouveau gouvernement. À partir de là, en tant que membres de l'opposition, les membres de l'équipe de M. Dumont se chargeront « de rappeler les engagements qui ont été pris ».

MALAISE

Par ailleurs, un certain malaise prévaut à l'ADQ depuis les élections du 14 avril. Un article de *La Presse*, dimanche, notait une insatisfaction de plusieurs adéquistes à propos, entre autres, d'une gestion en vase clos du parti. À ce sujet, M. Dumont a souligné

qu'un conseil général est prévu pour le 14 juin et que ce sera le moment de faire un « retour honnête et franc avec nos membres sur la campagne électorale » et de « se donner un plan de match pour la prochaine année ». « Je suis convaincu que les gens vont être assez matures pour se dire les choses qu'ils doivent se dire », a-t-il affirmé.

Lors du même point de presse, M. Dumont a dévoilé les différentes responsabilités qui incomberont aux trois députés de son parti. Il sera lui-même en charge des Dossiers économiques, Janvier Grondin, député de Beauce-Nord, hérite des Affaires municipales et des Régions, Marc Picard, représentant de Chutes-de-la-Chaudière, s'occupera des Finances publiques et sera responsable des travaux parlementaires, et Sylvie Roy, de Lotbinière, veillera à la Santé et à l'Éducation.

DÉCRIMINALISATION DE LA MARI

Cauchon refuse un modèle différent pour le Québec

ISABELLE RODRIGUE
Presse canadienne

OTTAWA — Le ministre de la Justice, Martin Cauchon, n'a pas l'intention d'accéder aux souhaits du gouvernement du Québec qui aimerait pouvoir mettre en place un système propre au Québec dans le dossier de la décriminalisation de la marijuana.

La semaine dernière, le ministre québécois de la Justice, Marc Bellemare, indiquait qu'il préférerait continuer à traiter la possession simple de marijuana au même titre que les vols à l'étalage. Cette non-judicialisation permet au procureur de ne pas porter d'accusations criminelles dans des cas de délits mineurs et surtout, de faire du cas par cas et de sévir lorsque les circonstances l'imposent.

Interrogé sur cette possibilité de reconnaître le « modèle québécois » envisagé par Québec, M. Cauchon s'est montré inflexible et clair, lançant un bref « non ». Dans son projet de loi réformant les lois sur le cannabis présenté la semaine dernière, Ottawa prévoit faire de la possession de moins de 15 grammes de marijuana une offense punissable par une amende.

Les deux ministres ont pu défendre leur position lors d'un tête-à-tête d'environ 45 minutes, la fin de semaine dernière. M. Bellemare et M. Cauchon étaient présents au congrès du Barreau du Québec qui se tenait à Mont-Tremblant.

« Un certain nombre d'enjeux a été soulevé. Ça m'a permis de passer en détail des éléments du projet de loi », a commenté M. Cauchon, qui n'a pas voulu souffler mot de la teneur des discussions.

Le gouvernement du Québec n'a pas été la seule province à critiquer le projet de loi. Plusieurs provinces ont rapidement dénoncé la mesure, disant craindre le message de banalisation

qu'elle envoie aux jeunes, l'augmentation de la consommation qui risque de suivre et, par conséquent, les effets positifs sur le crime organisé, principal producteur et distributeur. Les quatre plus grandes provinces, l'Ontario, le Québec, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont été les plus promptes à réagir et à exiger des modifications au projet de loi ou plus de fonds pour la lutte contre les drogues.

RÉACTIONS PARTAGÉES

Pour Québec, par exemple, la réforme proposée par le fédéral envoie un drôle de message aux jeunes. « Quel genre de message ça va lancer aux jeunes du Québec qui se font dire depuis la nuit des temps que fumer du pot, ce n'est pas correct et c'est illégal? » s'interrogeait M. Bellemare lors d'un point de presse tenu à Québec, mercredi dernier.

M. Cauchon a minimisé, hier, les réactions peu enthousiastes d'une majorité des provinces. « Il n'y a pas d'unanimité autour d'une négation de la réforme », a fait valoir le ministre, admettant cependant que les provinces ont tout à fait le droit de critiquer et de s'inquiéter.

« On est dans une fédération, et je pense que c'est important qu'on puisse se parler et qu'on puisse discuter des différentes réformes qu'on met sur pied d'autant plus que ces réformes-là ont des impacts pour l'ensemble des provinces aussi », a poursuivi le ministre Cauchon.

Ce dernier a tenu à réitérer que, s'il ne se fait pas l'apôtre d'amendements, il ne ferme pas la porte à d'éventuelles modifications. « Je ne fais pas la promotion d'amendements, a-t-il affirmé, mais je démontre quand même une certaine forme d'ouverture parce que je veux m'assurer, c'est de faire en sorte qu'on va mettre en place une politique qui va bien servir l'intérêt supérieur de l'ensemble de la population. »



La ministre Michelle Courchesne

La ministre Courchesne hospitalisée

(PC) — La ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Michelle Courchesne, a été victime d'un malaise au parlement hier après-midi, et a dû être transportée à l'hôpital par ambulance.

M^{me} Courchesne a été hospitalisée à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus et devra passer toute une série de tests et d'analyses au cours des prochains jours pour déterminer la nature de sa maladie.

La ministre n'a aucun problème de santé et rien n'indique de quoi elle pourrait souffrir, a expliqué sa directrice de cabinet, Patricia Rimok, jointe en début de soirée. « Elle a eu un malaise et on a jugé que c'était important de l'envoyer faire des examens », a-t-elle dit.

Elle venait d'assister aux travaux de l'Assemblée nationale quand elle a été prise d'un malaise, vers 16 h, à sa sortie de la Chambre, en compagnie d'autres parlementaires. M^{me} Courchesne n'a pas perdu conscience à ce moment, mais les témoins de la scène ont jugé qu'elle était suffisamment mal en point pour appeler une ambulance.

La députée de Fabre est âgée de 49 ans et a été élue pour la première fois à l'Assemblée nationale lors de l'élection du 14 avril. Urbaniste de formation, mais surtout connue pour son expérience de gestionnaire dans le secteur culturel, M^{me} Courchesne faisait partie des candidats-vedettes de l'équipe libérale de Jean Charest.

Avant de se lancer en politique, elle occupait le poste de vice-présidente marketing et communications chez Cognicase. Par le passé, elle a été directrice générale de l'Orchestre symphonique de Montréal et sous-ministre au ministère de la Culture et des Communications, à la fin des années 80 et au début des années 90, à l'époque de l'adoption de la Loi sur le statut de l'artiste et d'une première politique culturelle.

M^{me} Courchesne, qui est mariée et mère de deux enfants, a aussi tâté de la politique municipale et a été conseillère à Laval de 1981 à 1983. Membre du comité exécutif de la ville, elle a quitté la politique municipale quand un groupe de conseillers a raté un putsch contre le maire. Le cabinet de M^{me} Courchesne doit faire le point sur son état de santé aujourd'hui.

TRANSPORT SCOLAIRE

L'industrie réclame 50 millions \$ de plus pour les chauffeurs

JEAN-FRANÇOIS NÉRON
JFNeron@lesoleil.com

■ Les transporteurs scolaires demandent au ministre de l'Éducation d'augmenter de 50 millions \$ l'enveloppe budgétaire de 430 millions \$ allouée à l'industrie. Si rien n'est fait, il plane la menace d'une rentrée scolaire perturbée.

Selon les représentants des transporteurs, les conditions de travail des 8500 chauffeurs ne cessent de se dégrader et ils auraient perdu 5 % de leur revenu en dollars constants depuis 1995.

L'Association du transport écolier du Québec (ATEQ) et l'Association de propriétaires d'autobus du Québec (APAQ) profitent du fait que le cadre financier actuel qui lie les commissions scolaires et les transporteurs prennent fin cette année pour faire leur demande au ministre de l'Éducation, Pierre Reid.

Plus encore, il lui demande de s'assurer que les commissions scolaires, qui reçoivent l'argent pour ensuite négocier avec les transporteurs, n'utiliseront pas ces sommes à d'autres fins. « Dans un cadre budgétaire difficile, le transport scolaire est souvent le premier secteur touché », explique Luc Lafrance, directeur général de l'ATEQ.

Perte de pouvoir d'achat, abolition du régime d'assurance collective et des congés de maladie. Études à l'appui, les transporteurs soutiennent que les conditions des chauffeurs ne cessent de se dégrader depuis maintenant près de 10 ans.

D'un autre côté, soutient Romain Girard, vice-président de l'APAQ, les propriétaires d'autobus ne peuvent baisser leur niveau de rentabilité sous la barre des 3 % à 4 % actuels. Culpable.

MM. Girard et Lafrance se disent prêts à étaler sur quelques années ce qu'ils appellent une éventuelle « remise à niveau » afin d'assurer une paix durable dans l'industrie du transport.

ENTRE L'ARBRE ET L'ÉCORCE

Les transporteurs se disent pris entre l'arbre et l'écorce alors que plusieurs conventions collectives viennent aussi à échéance et que les syndicats ont reçu l'ordre de ne pas négocier tant qu'aucune entente ne soit intervenue entre les transporteurs et les commissions scolaires.

Ils craignent maintenant « que ça casse à l'automne » et que les chauffeurs décident de perturber la rentrée scolaire.

« Jusqu'à présent, nous avons axé notre intervention sur la sensibilisation, mais il est certains que nos membres seront en appétit et rien n'est écarté », confirme Ann Gingras, présidente de la CSN pour la région de Québec-Chaudière-Appalaches, jointe hier au téléphone.

Il y a 12 transporteurs et 865 autobus dans les seules régions de Québec et de Chaudière-Appalaches. La CSN compte quelque 300 membres dans ces deux régions.

L'APAQ et l'ATEQ souhaitent maintenant que le ministre Reid donne suite à leurs nombreuses demandes de rencontre pour lui exposer leur délicate situation.



Luc Lafrance, directeur général de l'ATEQ et Romain Girard, vice-président de l'APAQ, dénoncent des conditions qui se dégradent depuis 10 ans.

MOTORISÉS
LEBLANC
DEPUIS 1968

LE PLUS GRAND CHOIX de motorisés
FLEETWOOD RV au Québec

NEUVILLE

Dépositaire de
Leisure Topaz de **REVOLUTION FIESTA**
Roulottes et roulottes à sellerie

FANTASTIQUES AUBAINES

NOUS PAYONS LA TPS*
sur tous nos modèles 2003 en inventaire :
motorisés, roulottes et roulottes à sellerie
Cette offre se termine le 14 juin
Échange accepté
* Sur le prix Leblanc affiché

NOS MOTORISÉS SONT ENTièrement CONFORMES AUX NORMES CANADIENNES

Aut. 40, sortie 281 Nord
418 876-3316 et
1 800 854-3316

VENTE - SERVICE - CONSIGNATION
FINANCEMENT SUR PLACE À TAUX PRIVILÉGIÉ
Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, 9h à 21h, samedi, 9h à 16h

Chez Leblanc, depuis 35 ans, c'est rassurant

VACANCES IDÉALES... EN PROTEGÉ

Pas si bête !

RIEN À PAYER
AVANT

SEPTEMBRE 2003

SANS FRAIS

SANS INTÉRÊT*

et 0% d'intérêt à l'achat*



Protegé SE 2003
4 portes 179\$



Protegé 5 237\$

Beauport
mazda

POUR LA FAMILLE

TRANSPORT
ET PRÉPARATION
INCLUS*

* À l'approbation du service du crédit.
Location 48 mois. Comptant initial de 2100 \$ ou échange équivalent. Tous les détails en magasin.

585, rue Clémenceau,
Beauport,
Aut. de la Capitale, sortie Seigneuriale

667-3131

MAZDA

Fin de semaine Spéciale!
14-15 juin

COMMENT JOUER AU TOURISTE
dans la plus belle région du monde
sans que ça vous coûte les yeux de la tête ?

Les 14 et 15 juin, les portes de nombreux attraits de la région de Québec s'ouvrent à vous. Préparez vos excursions, dès le samedi 7 juin, en consultant l'édition SPÉCIALE du cahier Voyages du SOLEIL ou le site Internet www.journeesdecouvertes.com, et découvrez nos attraits gratuits! (418) 649-2608

JOURNÉES DÉCOUVERTES 2003

Une invitation de l'Office du tourisme et des congrès de Québec et de ses partenaires.

FM 93
LE SOLEIL

Québec

QUÉBEC
Ville et région
TOURISME & CONGRÈS

À 12 999\$*

l'été va passer à toute allure.

ÉQUIPEMENT DE SÉRIE: MOTEUR DE 16 SOUPAPES • LECTEUR DE CD AVEC 6 HAUT-PARLEURS • PHARES ANTIBROUILLARDS • VOLANT INCLINABLE • DISPOSITIF DE PRÉVENTION DU VOL SENTRY KEY^{MD} • ET PLUS!



DODGE SX 2.0  VIVRE POUR ROULER

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE DODGE OU DODGE.CA



* Le prix comprend les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et est établi pour la Dodge SX 2.0 2003 équipée de l'ensemble 21D. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Transport, immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'administration des concessionnaires et taxes en sus. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Offre d'une durée limitée, valable sur la plupart des modèles 2003 seulement et exclusive, qui ne peut être combinée à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques. L'offre peut changer sans préavis. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. Photo à titre indicatif seulement. ** Garantie de 7 ans ou 115 000 km sur le groupe motopropulseur, selon la première éventualité, et assistance routière 24 heures sur 24. Des conditions s'appliquent. † Remise aux diplômés de 500\$ à la location ou 750\$ à l'achat d'un véhicule. Cette offre exclut la Dodge Viper. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada, une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

DIPLOMÉS
Rabais
jusqu'à 750\$*



Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep^{MD} • Dodge du Québec

LE ME

S

WINNIPI
tes man
nistre G
tis vainc
hier appr
Le Nou
rempor
blée légi
qu'au m
élections
Le NPL
mandat
donné t
Gary Fil
La vict
vince n'a
cents so
prévu l'is
Le pre
obtenu 82
Concord
conserva
Jon Gerr
leurs circ
M. Doe
matin et
tres élec
tôt que l
rables, c
nerveux
bulletin
peu de tr
chef néo
son épou
« Quelq
pas le tra

La
r
pouv

■ Les dé
tout faire
l'oppositi
a affirmé
Bernad L
marche d
dépendan
concert d
rive le plu
faut que
déclaré M
pait à la
45e dépu
Champag
le 20 mai
tion de Ch
la reprise
s'était ter
Nous allo
séjour da
le gouver
favoriser
sition, fai
que le go
nistre Jea
un mois. (

Cal

**FINAN
INSTA**
Caban
et pa

Quincaill
NOUVEAU
7346, bou
Sainte-Fo
(418) 26
W

FEI
POP
ESCALIERS INTÉRIEURS

REPLA
Pour une
QUEBE
Vente et in


MANITOBA

Second mandat pour Doer

WINNIPEG (PC) — Les néo-démocrates manitobains avec le premier ministre Gary Doer à leur tête sont sortis vainqueurs du scrutin général, hier après 32 jours de campagne.

Le Nouveau Parti démocratique a remporté 35 des 57 sièges de l'assemblée législative, soit quatre de plus qu'au moment du déclenchement des élections le 2 mai dernier.

Le NPD a donc obtenu un deuxième mandat de la population qui en avait donné trois aux conservateurs de Gary Filmon avant 1999.

La victoire du NPD dans cette province n'a surpris personne. Deux récents sondages successifs avaient prévu l'issue de cette élection.

Le premier ministre, Gary Doer, a obtenu 52 % des voix dans son comté de Concordia à Winnipeg. Les chefs conservateur, Stuart Murray, et libéral, Jon Gerrard, ont aussi été élus dans leurs circonscriptions respectives.

M. Doer s'était rendu voter tôt hier matin et avait dû faire la queue, d'autres électeurs s'étant présentés plus tôt que lui. Malgré les sondages favorables, celui-ci se sentait toujours nerveux au moment de déposer son bulletin de vote. « Il y a toujours un peu de trac », a admis en souriant le chef néo-démocrate, accompagné de son épouse au bureau de scrutin.

« Quelqu'un qui vous dirait qu'il n'a pas le trac ne vous dirait pas la vérité. »

Le leader conservateur, Stuart Murray, âgé de 48 ans, et le libéral Jon Gerrard, 55 ans, avaient aussi voté tôt dans la journée.

M. Murray a aussi voté en compagnie de son épouse, le sourire aux lèvres, et encore confiant que sa campagne puisse avoir des échos auprès des électeurs.

« Les premiers ministres passent mais des impôts abaissés durent et c'est sur quoi nous comptons aujourd'hui », a dit Stuart Murray, dont le parti a promis durant la campagne de réduire les impôts considérablement. « Maintenant nous allons juste attendre et voir comment ça se passe. »

La campagne était la première pour M. Murray en tant que chef et même en tant que candidat. Il a pris la relève lorsque Gary Filmon a quitté en 2000 après la défaite de son parti aux élections.

Quant aux libéraux, représentés depuis 1999 par un seul député, leur chef, Jon Gerrard, ils espéraient vraiment améliorer leur performance et obtenir au moins les quatre sièges nécessaires à l'obtention du statut de parti à l'assemblée législative.



Gary Doer

BOUCLIER ANTIMISSILE

38 libéraux votent contre

Chrétien avait demandé à ses troupes d'appuyer la motion

ISABELLE RODRIGUE
Presse canadienne

■ OTTAWA — Malgré le mot d'ordre de leur grand patron, 38 députés libéraux ont, hier, défié la ligne de parti et voté contre une motion de l'opposition officielle appuyant la mise en place d'un système antimissile.

Le premier ministre, Jean Chrétien, à l'extérieur du pays, avait demandé à ses troupes d'appuyer la motion de l'Alliance canadienne. Ces votes libéraux n'ont cependant pas permis de défaire la motion, qui a obtenu l'appui de 156 députés contre 73.

Le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique (NPD) ont voté contre le texte qui renoue la confiance du Canada envers NORAD et « accepte de lui confier la responsabilité du commandement de tout système conçu pour défendre l'Amérique du Nord contre les missiles balistiques ».

À la sortie des Communes, les députés libéraux ont majoritairement fait valoir qu'ils auraient eu l'impression de céder toute la latitude au gouvernement s'ils avaient suivi la ligne dictée par leur parti. Le mot « tout », dans le texte, leur posait problème semble-t-il, puisqu'il pourrait inclure, à leur avis, la militarisation de l'espace.

« Je ne voulais pas donner carte blanche au gouvernement sur quelque chose qu'on ne sait pas », a expli-

qué Bernard Patry, député de Pierrefonds-Dollards et président du comité des Affaires étrangères. M. Patry s'avoue « inquiet » de voir la majorité des députés libéraux donner leur appui à « tout système ».

Cette crainte est partagée par d'autres députés. « Ne donnons pas carte blanche aux Américains », a renchérit le député ontarien, John McKay. Plusieurs députés libéraux du Québec ont exprimé leur désaccord, dont Clifford Lincoln (Lac-Saint-Louis), Gilbert Normand (Bellechasse-Etchemins-Montmagny-L'Islet), Yvon Charbonneau (Anjou-Rivières-des-Prairies), Eleni Bakopanos (Ahuntsic) et Raymonde Folco (Laval-Ouest). Comme il ne s'agissait pas d'un vote de confiance, les dissidents ne seront pas soumis à des représailles de leur parti.

Ce vote vient néanmoins démontrer concrètement la division au sein des troupes libérales, déchirées sur la question. Depuis la reprise du débat sur une possible collaboration avec les Américains dans la mise en œuvre d'un bouclier antimissile, plu-

sieurs libéraux ont exprimé de grandes réserves. Le premier ministre, Jean Chrétien, avait d'ailleurs repoussé la décision du Conseil des ministres afin de donner le temps à ses troupes de s'informer et de s'exprimer sur le sujet.

Plusieurs estiment que les informations sur le projet américain sont déficientes et que les objectifs à long terme sont inconnus. Malgré tout, le gouvernement canadien a annoncé, la semaine dernière, qu'il prendrait part à des discussions avec les États-Unis sur une possible participation au bouclier.

Le ministre de la Défense, John McCallum, a minimisé l'opposition de 38 de ses collègues, se disant peu surpris du résultat. « Plusieurs de mes collègues se sont butés au mot « tout », en pensant que ça pourrait inclure l'acceptation d'armes dans l'espace », a expliqué M. McCallum, ajoutant que le gouvernement canadien est toujours opposé à la mise en place d'un arsenal spatial.

Pour les partis d'opposition, le résultat du vote est l'exemple même de la division des opinions sur cette question. « Quand on dit qu'il y a une division au sein de la population, il y en a même au sein du Parti libéral », a noté Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois, qui a tenu à lever son chapeau devant la trentaine de députés qui ont défié la ligne du parti.

M. Duceppe, à l'instar des dissidents libéraux, estime lui aussi que la motion ratissait trop large.

Landry rêve de reprendre le pouvoir rapidement

■ Les députés du Parti québécois vont tout faire pour que leur séjour dans l'opposition soit le plus court possible, a affirmé mardi le chef de l'opposition, Bernard Landry. « Il faut participer à la marche du Québec vers la liberté, l'indépendance et la participation au concert des nations. Il faut que cela arrive le plus tôt possible et pour cela, il faut que nous soyons au pouvoir », a déclaré M. Landry alors qu'il participait à la prestation de serment de la 45e député péquiste élue, M^{me} Noëlla Champagne. M^{me} Champagne a été élue le 20 mai dernier dans la circonscription de Champlain (Mauricie), lors de la reprise du scrutin du 14 avril qui s'était terminé par un résultat nul. « Nous allons tout faire pour que notre séjour dans l'opposition soit court. Et le gouvernement a l'air bien parti pour favoriser cela », a dit le chef de l'opposition, faisant allusion aux difficultés que le gouvernement du premier ministre Jean Charest rencontre depuis un mois. (PC)

Cabanon IDEAL

Exigez le vrai Concepteur-innovateur!

FINANCEMENT DISPONIBLE INSTALLATION • LIVRAISON

Cabans • Gazebos • Garages et patios de toutes grandeurs

Patios multiconcept

Aussi vendus chez Réno-Dépot.

Quincaillerie PRO à St-Rémi, Floréal Jouvence.

NOUVEAU

7346, boul. Hamel
Sainte-Foy (Québec)
(418) 265-7008

321, rue Saignes, Beauport
(418) 666-1018
1 877 888-1018

www.cabanonideal.com

FENÊTRES • PVC

PORTES ET FENÊTRES INSTALLÉES

BOIS ALUMINIUM

Possibilité de financement sur 10 ans S.D.C.

Aussi REMPLACEMENT DE THERMOS

Pour une installation de qualité

QUÉBEC MULTI RÉNOVE INC.

Vente et installation Centre d'affaires Hamel

Distributeur autorisé de portes et fenêtres

3095, Hamel O., bur.: 102
871-0798

cheviye

On la corrigera.

PCN
Physiothérapie
et médecine du sport

Ch. Quatre-Bourgeois 653.1930 Boul. Pierre-Bertrand 682.6205 Ch. St-Louis 658.6970 Boul. Lebourgneuf 622.8555 Lévis 838.0121 www.pcphysio.com

CSQ

Réjean Parent succédera
à Monique Richard

MONTREAL — Réjean Parent succédera à Monique Richard à la tête de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). Seul candidat en lice, alors que la période des mises en candidature se terminait dimanche à minuit moins une minute, M. Parent

sera vraisemblablement élu par acclamation, le 30 juin, au congrès annuel de la CSQ, a rapporté *La Presse* dans son édition d'hier. Président du Syndicat de l'enseignement de Champlain (SEC), sur la Rive-Sud de Montréal, M. Parent « n'est pas connu du grand public, mais il est dans la machine syndicale depuis longtemps », a indiqué Louise Rochefort, attachée de presse de la CSQ. Selon Alain Paquette, un de ses collègues au SEC, M. Parent « songeait à la présidence de la CSQ depuis des années ». (PC)

Du gras
pour maigrirDes chercheurs de McGill
testent une huile
aux vertus amincissantes

MONTREAL (PC) — Les travaux d'une équipe de chercheurs en diététique de l'Université McGill, qui ont testé un mélange d'huiles tropicales comestibles (de coco et lin notamment) et de beurre, non encore commercialisé, laissent croire que celui-ci peut favoriser le contrôle du poids, un abaissement du niveau de cholestérol et l'accélération du métabolisme.

Le Dr Peter Jones, de McGill, a dirigé la recherche qui a duré deux mois et qui a été menée auprès d'une vingtaine d'hommes et autant de femmes souffrant d'embonpoint.

La nouvelle huile en question, qui ressemble en tout point à une huile végétale courante, a été mise au point et brevetée par la compagnie de biotechnologie Forbes Medi-Tech Inc. L'étude menée par les chercheurs de McGill a été financée par Forbes et par Les Producteurs laitiers du Canada, au coût de 400 000 \$.

Les hommes ayant participé à l'étude ont été soumis à un régime nord-américain typique pendant deux mois. Le premier mois, les aliments étaient préparés avec le mé-

**L'huile favorise la perte de poids,
la baisse du niveau de cholestérol
et l'accélération du métabolisme**

lange huileux mis au point par Forbes. Après un mois de repos, on leur a servi pendant une période d'un mois les mêmes aliments populaires mais préparés cette fois avec de l'huile d'olive.

Le professeur Jones a indiqué hier, en conférence de presse, que l'on avait noté chez ces hommes une perte de poids d'un demi-kilo, une baisse du niveau de cholestérol et une accélération du métabolisme. Chez les femmes, les deux dernières améliorations ont été notées mais sans qu'il y ait perte de poids.

Selon le Dr Jones, la nouvelle huile a permis d'abaisser de 13 % le niveau de cholestérol alors que l'huile d'olive, considérée jusqu'à présent comme la plus efficace à cet égard, ne l'a abaissé que de 4,5 %.

La diététiste et docteur en nutrition, Isabelle Demonty, qui faisait partie de l'équipe du Dr Jones, a expliqué que la nouvelle huile désignée sous le nom d'« huile fonctionnelle » était en fait une combinaison de gras, soit des triglycérides tirés de l'huile de coco et du beurre et des phytostérols tirés de l'huile de pin et de l'huile de lin.

Les phytostérols ont la propriété de faire diminuer l'absorption du cholestérol dans le sang, a-t-elle signalé.

Amerrissage



Des pilotes d'hélicoptères Sea King se sont prêtés hier à un test d'amerrissage pour mesurer leurs capacités à contrôler l'appareil sur l'eau. La simulation, menée sur le lac Morris, près de Shearwater en Nouvelle-Écosse, est une procédure de routine annuelle.

*L'art de créer
votre décor...*

Presque un demi-siècle
avec vous!

49^e anniversaire

Décoration intérieure
jusqu'à **60%** de rabais
Déjà en magasin

Tissus en magasin

Draperies	Papiers peints
Dentelles	Tringles
Rideaux	Foam
Voilages	Peinture
Rembourrage	Pratt & Lambert

Nos designers
décorant aussi avec
vos plans et devis

**DIAL
TEXTILE**

1177, rte de l'Église, Sainte-Foy 658-4422
568, boul. Hamel Est, Québec 529-1726

**CLUB
TEXTILE**

85, Rte Président-Kennedy
Lévis 838-2211

Service de décorateur • Confection • Installation



L'offre prend fin le 31/07/03. *Avec nouvelle activation de l'un des 4 forfaits simples et contrat de 12 ou 24 mois. Photo non contractuelle. Téléphone disponible dans certains magasins. Certaines conditions s'appliquent. *Prix/offre peuvent être modifiés sans préavis. Appels locaux illimités du jeudi minuit au lundi 7 h.

Espace Bell

Alma
Plaza 1
(418) 662-0469
Chicoutimi
1915, boul. Talbot
(418) 696-0506

Place du Royaume
(418) 693-1188
Gaspé
157, boul. de Gaspé
(418) 368-5004

Havre St-Pierre
111 B, rue Boréale
(418) 538-1301
Lévis
Galeries Chagnon
(418) 833-3848

Maria
111, boul. Perron O.
(418) 759-5225
Matane
1105, rue du Phare O.
(418) 562-9000

Québec
1171, boul. Charest Ouest
(418) 687-2121
1100, rue Bouvier, bureau 350
(418) 627-6000

Les Galeries
(418) 627-
Les Galeries
la Capitale
(418) 627-

ALCOOLISME Les antioxydants protégeraient des abus

WASHINGTON (AP) — Les antioxydants, déjà connus pour leur rôle anticancéreux, pourraient aussi protéger le cerveau des méfaits de l'alcoolisme chronique, selon une étude menée sur des rats par des scientifiques américains et espagnols.

Les antioxydants sont des nutriments qui captent les radicaux libres, des toxines produites par l'organisme. Ils permettent d'éviter une oxydation prématurée des cellules. De nombreuses études tendent à démontrer qu'ils jouent un rôle essentiel dans la prévention mais aussi dans la guérison de certaines maladies. Dans l'alimentation courante, les antioxydants les plus connus sont l'acide citrique, les vitamines C et E, les lécithines, l'acide phosphorique ou les tanins contenus dans le thé vert.

L'alcoolisme chronique n'est pas sans effets sur le cerveau : il entraîne des troubles de l'apprentissage et de la mémoire que des chercheurs ont réussi à éviter chez des rats en leur donnant des antioxydants. Dans leur expérience, l'antioxydant utilisé inhibe l'oxydation d'une substance à laquelle les rats sont « accros », l'oxydation pouvant endommager les cellules. Ces travaux étaient publiés hier dans les Annales de l'Académie nationale (américaine) des sciences.

L'équipe que conduit le Dr Daniel Herrera, du collège médical Weill de l'Université Cornell, a fait suivre aux rats un régime liquide contenant de l'alcool pendant six semaines. À ce stade, les rats présentaient une diminution de 66 % du nombre de nouvelles cellules dans des parties cruciales du cerveau et une augmentation de la mort cellulaire de plus de 227 %.

En revanche, les rats qui avaient reçu parallèlement des injections d'antioxydant, ne présentaient aucune difficulté à fabriquer de nouvelles cellules cérébrales.

L'enquête sur la forêt se fait attendre

QUÉBEC (PC) — Le Parti libéral s'est engagé durant la campagne électorale à mener une vaste enquête publique sur la forêt, mais rien n'a encore été fait pour la démarrer. Le président de la commission d'enquête, Roger Nicolet, n'a même pas encore été contacté par les ministres responsables du dossier pour lui indiquer si oui ou non il était toujours l'homme de la situation et s'il était confirmé dans ses fonctions.

Cet engagement était l'un des principaux pris par le PLQ en matière de ressources naturelles et d'environnement. Le parti disait qu'il voulait aller plus loin que ce qui avait été prévu par le gouvernement précédent et élargir le mandat dévolu à cette commission, annoncée peu avant le déclenchement de la campagne électorale.

Pourtant, près de huit semaines après l'élection du 14 avril, rien n'a encore été fait et M. Nicolet commence à se poser de sérieuses questions sur les intentions réelles du gouvernement Charest. Lors d'un entretien téléphonique, hier, il a dit s'interroger « sur l'intérêt de la démarche du gouvernement » pour sa présidence et pour les membres pressentis pour l'appuyer dans son enquête.

« On ne m'a absolument rien dit, ni dans un sens, ni dans l'autre », déplore M. Nicolet, qui demeure intéressé à présider la commission, si l'un des ministres concernés, Sam Hamad (Ressources naturelles) ou Pierre Corbeil (délégué aux Forêts) lui fait signe.

LES ÉCOLOS S'IMPATIENTENT

Au cabinet du ministre Corbeil, hier, un porte-parole a indiqué qu'une décision n'avait encore été prise dans le dossier.

En février, l'ex-ministre péquiste François Gendron avait confié à M. Nicolet le mandat de mener une enquête pour voir si la forêt pouvait répondre à la demande de l'industrie à long terme. Cette enquête faisait suite aux inquiétudes manifestées par la vérificatrice générale par intérim, qui avait conclu, en décembre, que le ministère des Ressources naturelles n'avait pas les outils nécessaires pour déterminer si oui ou non l'industrie ne coupait pas plus d'arbres que ce que la forêt pouvait fournir.

Des groupes écologistes, comme Action Boréale, dont fait partie le musicien et réalisateur Richard Desjardins, avaient fait écho à sa sortie, et exigé une enquête publique et indépendante.

Aujourd'hui, M. Desjardins, auteur du film « L'Erreur boréale », et le président de la Fédération des travailleurs de la forêt (CSN), Sylvain Parent, feront le point en conférence de presse pour rappeler au gouvernement ses engagements. « On s'impatiente », a dit M. Parent, lors d'un entretien téléphonique. On a toujours prêché, depuis 1998, une refonte majeure de la politique forestière.

Conformément au vœu des groupes écologistes, le Parti libéral avait annoncé qu'il mènerait une vaste consultation publique sur la gestion de la forêt dans toutes ses dimensions.

VENTE ECLAIR

Aquascutum
OF LONDON

25%
Sur toute la
collection de printemps
(accessoires non compris)
Se terminant le samedi 7 juin

MORALI SPORT Place Ste-Foy
653-4742

Qualité et service depuis 1957

CENTRE JARDIN PÉPINIÈRE MORALDO

Les pros des végétaux

QUÉBEC/LE MESNIL (Charlesbourg Ouest) 1300, boul. Saint-Joseph www.pepiniere-morald.com 628-9440	SAINT-FOY/CAP-ROUGE (Div. centre jardin Moraldo inc.) 4078, chemin Saint-Louis www.centrejardin-morald.com 656-6539
SAINT-AUGUSTIN (croisement de l'autoroute 40) 180, route 138 www.pepiniere-morald.com 878-3808	SAINT-NICOLAS (Div. centre hort.) près golf, route 132 497, route Marie-Victorin 836-5222

Centre jardin, paysagiste
Le meilleur rapport qualité-prix, service inclus!

Des week-ends qui s'étendent

WEEK-ENDS DE 3 JOURS ILLIMITÉS*
vendredi • samedi • dimanche

Magasins Espace Bell ou Bell Mobilité
1 888-4MOBILE
bell.ca/longweekend

Mobilité



Bell

Et bien simple.

Les Galeries de la Capitale
(418) 627-2555
Les Galeries de la Capitale (kiosque)
(418) 627-8962

Place Fleur-de-Lys
(418) 529-9292
Rimouski
341, 2^e rue Est
(418) 722-7717
76, rue St-Germain Ouest
(418) 723-0999

Rivière-du-Loup
Centre commercial
Rivière-du-Loup
(418) 868-8888
Sept-Îles
1230, boul. Laure
(418) 962-6568

Ste-Foy
2785, boul. Laurier
(418) 650-1000
Place Laurier
(418) 658-8678

FUTURE SHOP **Dumoulin** **STEREO** **LA CABINE**
Aussi offert chez les agents autorisés et dépositaires Bell Mobilité.

*du lundi au lundi 7 h, du 16 mai au 1^{er} sept. 2003.

LE MONDE

SOMMET EN ÉGYPTE

Tous unis contre le terrorisme

Bush, Abbas et les dirigeants arabes esquissent un plan de paix

■ CHARM EL-CHEIKH (AFP et LIBÉRATION) — Le président George W. Bush a lancé hier lors de sa première visite au Proche-Orient un message ferme contre le terrorisme et a proclamé son engagement à voir naître un État palestinien, mais n'a pu obtenir de ses alliés arabes la promesse de normaliser leurs relations avec Israël. Les participants arabes au sommet ont néanmoins pris l'engagement d'utiliser tous les moyens possibles et la force de la loi pour empêcher l'arrivée de tout appui aux organisations illégales, y compris les organisations terroristes.

Les cinq dirigeants arabes réunis avec M. Bush à Charm el-Cheikh ont eux aussi réaffirmé leur soutien à la «feuille de route», le plan de paix international dont les modalités d'application seront le thème majeur d'un deuxième sommet réunissant aujourd'hui à Aqaba, en Jordanie, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, son homologue palestinien, Mahmoud Abbas et M. Bush.

«La terreur menace mon pays, la terreur menace les États arabes, la terreur menace l'État d'Israël, la terreur menace l'émergence d'un État palestinien. La terreur doit être combattue et doit être vaincue», a martelé M. Bush.

Après cette déclaration d'intention, Bush s'est tourné vers le premier ministre palestinien, Mahmoud Abbas, qu'il remerciait pour la première fois. Le remerciement d'être venu en Égypte pour un sommet qualifié d'historique, il a une nouvelle fois réclamé l'arrêt des attentats palestiniens contre Israël et affiché sa confiance envers le nouveau chef de l'exécutif.

«Vous, Monsieur, vous avez une responsabilité et vous l'assumez, a-t-il déclaré. Je veux travailler avec vous comme avec les autres dirigeants qui sont ici. Nous ne devons pas permettre à quelques personnes, à quelques tueurs, à quelques terroristes de détruire les rêves et les espoirs du plus grand nombre.»

Le président américain s'est ensuite adressé à Israël, dont les responsabilités sont, selon lui, de s'attaquer à la question des colonies, de s'assurer qu'il y a un territoire continu que les Palestiniens peuvent appeler leur patrie. Puis, il a mis en garde les dirigeants arabes réunis autour de cette table (qui) ont des responsabilités, notamment de combattre le terrorisme.

Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, devrait annoncer aujourd'hui, à Aqaba, au cours de sa rencontre avec le président américain, George W. Bush, son intention de démanteler une dizaine de colonies sauvages dans un délai de quelques semaines après le sommet, selon la télévision.

Le président égyptien, Hosni Moubarak, a lui aussi prôné l'union des for-

ces. «Nous allons continuer à appuyer les efforts de l'Autorité palestinienne dans sa lutte contre la violence et nous allons nous assurer que nos aides iront uniquement à l'Autorité palestinienne», a ajouté M. Moubarak, faisant référence sans les nommer aux organisations radicales palestiniennes, Hamas et Jihad islamique.

Le président américain a réaffirmé sa vision de deux États, l'un palestinien et l'autre israélien, vivant côte à côte et en bonne intelligence. Il s'est même engagé personnellement dans cette initiative de reconstruction.

«Je suis le genre d'homme qui fait ce qu'il dit et ce que je dis est que le monde a besoin d'avoir un État palestinien libre et pacifique», a lancé M. Bush.

«Israël a des responsabilités, Israël doit s'attaquer à la question des colonies, Israël doit s'assurer qu'il y a un territoire continu que les Palestiniens peuvent appeler leur patrie», a-t-il également déclaré.

FEUILLE DE ROUTE

Ce premier voyage du président américain en Égypte et en Jordanie a pour but de faire démarrer l'application de la «feuille de route», approuvée par les Palestiniens et Israël, qui a toutefois émis des réserves. Ce plan prévoit la création par étapes d'un État palestinien d'ici à 2005.

M. Moubarak a de son côté assuré que les parties arabes (Égypte, Arabie, Jordanie, Bahreïn et Autorité palestinienne) appuient la «feuille de route» et a demandé à Israël d'appliquer la totalité de ses engagements stipulés par ce document.

Pour le président américain, la paix et la stabilité dans la région passent par le développement économique. Il a ainsi répété sa proposition de créer une zone de libre-échange entre les États-Unis et les pays du Proche-Orient, dont Israël, d'ici à dix ans.

M. Bush n'a cependant pas pu convaincre ses interlocuteurs arabes d'accélérer la normalisation de leurs relations avec Israël, qui, selon lui, inciterait M. Sharon à aller de l'avant dans le processus de paix. Selon l'agence de presse égyptienne Mena, des diver-



Le président américain, Georges W. Bush, a marché hier avec le premier ministre palestinien, Mahmoud Abbas, et le prince Abdullah d'Arabie Saoudite.

gences à ce sujet ont retardé les travaux du sommet. Les Arabes ont fait valoir que la normalisation aurait lieu dans le cadre d'un règlement global au Proche-Orient, qui impose des concessions à Israël.

Le secrétaire d'État américain Colin Powell a adressé une mise en garde hier au président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, en lui conseillant de ne rien faire qui puisse entraver le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens.

Hier à Gaza, des centaines de Palestiniens ont manifesté pour protester

contre la «feuille de route», le plan de paix international pour un règlement du conflit israélo-palestinien, et les deux sommets.

Enfin, hier, le premier ministre palestinien, Mahmoud Abbas, a critiqué hier la mise à l'écart par les Américains du président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, avec lequel il dit avoir de bonnes relations et coopérer.

«Arafat ne devrait pas être isolé, il ne doit pas être traité de cette façon. Yasser Arafat demeure un symbole pour le peuple palestinien et c'est un président élu», a souligné M. Abbas.

91 détenus libérés

■ L'armée israélienne a libéré 91 détenus palestiniens, dans le cadre d'une série de mesures d'allègement promises la semaine dernière. Le doyen des prisonniers palestiniens, Ahmed Jbarra Abou Soukkar, 69 ans, membre du Fatah, principale composante de l'OLP, a également été élargi, après avoir purgé 27 ans de détention pour un attentat sanglant à Jérusalem-Ouest. La veille, Israël avait relâché Tayssir Khaleel, membre du Comité exécutif de l'OLP, emprisonné depuis six mois. (AFP)

Mazen confiant

■ WASHINGTON — Le premier ministre palestinien, Mahmoud Abbas, a fait part hier de sa confiance dans la possibilité d'obtenir un accord avec les mouvements radicaux Hamas et Jihad islamique pour faire cesser les opérations militaires en Israël et la bande de Gaza. «Je leur ai parlé et me suis arrangé pour les convaincre qu'un accord était la seule solution. Ils sont convaincus en raison des développements internationaux et régionaux.» (AFP)

Israéliens sceptiques...

■ Une nette majorité d'Israéliens (59%) soutiennent la «feuille de route», le plan de paix international pour un règlement du conflit israélo-palestinien, mais ne croient pas que ce plan aboutira, selon un sondage publié hier par l'Université de Tel-Aviv. Ce sont 59% des Israéliens qui soutiennent la «feuille de route», contre 39% qui s'y opposent, et 2% qui ne se prononcent pas. Ce même sondage montre que 66% des Israéliens ne croient pas que ce plan de paix aboutira à une solution durable du conflit, contre 32% qui estiment le contraire. Les milieux juifs américains, qui suivent de près le voyage du président, ne cachent par leur scepticisme face à la «feuille de route». Selon le vice-président de la Conférence des présidents des principales organisations juives américaines, Malcolm Hoenlein, le principal problème réside dans la séquence des événements prévue dans la «feuille de route», censée déboucher sur l'avènement d'un État palestinien en 2005. Selon lui, il pourrait y avoir une tentative de passer d'étape en étape pour respecter les échéances, que toutes les conditions requises soient atteintes ou non. (AFP)

RECONSTRUCTION DE L'IRAK

L'ONU et les Américains vont collaborer

BAGDAD (AFP) — Le représentant spécial de l'ONU, Sergio Vieira de Mello, et l'administrateur américain Paul Bremer se sont engagés hier à travailler ensemble pour la reconstruction de l'Irak, mais les dirigeants de l'ex-opposition irakienne jugent inappropriées les propositions américaines pour une administration intérimaire.

Parallèlement, un soldat américain, qui appartenait à la 4^e division d'infanterie, est mort lundi soir à la suite d'une attaque à la grenade contre un barrage à Balad, au nord de Bagdad, selon le Commandement central américain.

À Bagdad, MM. de Mello et Bremer ont décidé de collaborer au terme de leur première rencontre. «Nous avons eu des discussions très satisfaisantes concernant différents thèmes sur lesquels nous pouvons travailler ensemble pour créer un Irak démocratique, indépendant et pacifique», a déclaré M. Bremer.

Pour sa part, le représentant de l'ONU a indiqué avoir le même objectif, qui est de rendre le pouvoir au peuple libre d'Irak le plus tôt possible.

M. de Mello, qui aura notamment pour tâche de coordonner les efforts humanitaires des Nations unies, est accompagné d'une vingtaine de personnes, dont des experts en développement de l'ONU et des responsables de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds monétaire international (FMI).

M. Bremer avait proposé dimanche d'établir d'ici à six semaines une administration intérimaire irakienne dirigée par un Conseil politique, et annulé l'idée d'un congrès national.

En réponse, le porte-parole du Congrès national irakien (CNI) a affirmé que les dirigeants de l'ex-opposition avaient critiqué les propositions

américaines pour une administration intérimaire en Irak. «Paul Bremer sera l'unique personne dotée de pouvoirs exécutifs, et nous pensons que cela est inapproprié», a déclaré le porte-parole du CNI, Entifadh Qanbar.

Alors que la polémique s'est poursuivie en Occident sur les armes de destruction massive (ADM) irakiennes, le CNI s'est défendu d'avoir fourni de faux rapports sur la présence en Irak de ces ADM.

À Londres, la commission des Affaires étrangères du Parlement britannique a annoncé qu'elle ouvrirait une enquête sur la décision du gouvernement de participer à la guerre en Irak, accusé d'avoir réécrit le rapport des services de renseignement sur l'armement irakien pour justifier le conflit.

Plusieurs parlementaires américains ont réclamé une enquête du Congrès sur une éventuelle manipulation des informations des services de renseignement. Le secrétaire d'État, Colin Powell, a estimé dans un entretien à la chaîne de télévision américaine ABC que la crédibilité des États-Unis restait «intacte».

À Bagdad, des centaines d'Irakiens rassemblés pour protester contre la brève détention d'un ouléma chiite, ont scandé hier des slogans hostiles aux forces d'occupation.

Dans le sud de l'Irak, à Bassorah, une quarantaine de personnes ont été incarcérées dans une prison ouverte lundi, en même temps qu'un tribunal, sous la supervision de l'armée britannique.

Par ailleurs, des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont quitté Vienne pour vérifier si de l'uranium et des matériaux radioactifs ont été pillés sur un site nucléaire irakien.



Sergio de Mello et Paul Bremer

L'image des États-Unis mise à mal

WASHINGTON (AFP et AP) — L'image des États-Unis dans l'opinion publique internationale a pris un coup avec la guerre en Irak, et peu de gens font confiance au président George W. Bush pour faire les meilleurs choix, selon un sondage international rendu public hier.

Selon ce sondage du centre de recherche Pew, le premier ministre britannique, Tony Blair, et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, inspirent davantage confiance que le président américain, George W. Bush, dans les pays non-musulmans. Même aux États-Unis, M. Blair devance M. Bush en terme de popularité. Ainsi, il obtient la confiance de 83% des Américains et arrive également en tête au Canada et en Australie, mais il n'est pas prophète en son pays, la Grande-Bretagne classant M. Annan en première position avec 72%.

Autre constat, Oussama ben Laden a toujours la cote auprès des opinions musulmanes. Interrogés sur les dirigeants du monde auxquels ils font le plus confiance, les Palestiniens le citent en premier. Le chef du réseau terroriste Al-Qaïda se classe deuxième en Jordanie, au Maroc et au Pakistan, selon le sondage.

Et l'image des États-Unis en a pris un coup. L'été dernier, 63% des Français en avaient ainsi une opinion favorable. Ils ne sont plus que 43% aujourd'hui, après un plancher de 31% en mars (mois au cours duquel a été lancée la guerre en Irak). En Allemagne, le pourcentage d'opinions favorables est tombé de 61% à 45%, en Russie, de 61% à 36%, en Italie de 70% à 60%. En Espagne, il n'est que de 38%.

L'opinion publique fait néanmoins clairement la différence entre les Américains, généralement bien vus, et leur président, très impopulaire à l'étranger.

À la question «quel est le problème avec les États-Unis?», 74% des Français et des Allemands répondent «Bush», loin devant «l'Amérique en général». Ils sont 67% en Italie, 60% au Canada, 59% en Grande-Bretagne, 50% en Espagne et 43% en Russie à également trouver que Bush est le principal problème. En France, 76% des personnes interrogées se déclarent pour une plus grande indépendance vis-à-vis des États-Unis en matières de diplomatie et de sécurité. Ces pourcentages sont de 62% en Turquie et en Espagne, de 61% en Italie et de 57% en Europe.

Dans les pays musulmans, l'hostilité face aux États-Unis a augmenté parfois dramatiquement, souligne le rapport. Ainsi, en Indonésie, le pourcentage d'opinions favorables a sombré de 61% à 15%, tandis que les opinions défavorables passaient de 36 à 83%.

ATTENTATS AU MAROC

Une piste étrangère

RABAT (AFP) — L'arrestation au Maroc d'un ressortissant français, présumément lié aux attentats du 16 mai à Casablanca, a constitué une première piste étrangère dans une enquête qui n'avait concerné jusqu'ici que des suspects marocains. Robert Richard Antoine-Pierre, alias Abou Abderrahmane, qui faisait l'objet d'un avis de recherche, a été arrêté hier à Tanger où il était en fuite. Il s'agit du premier non-Marocain cité dans l'enquête en cours sur les attentats-suicide du 16 mai qui ont fait 43 morts à Casablanca. C'est aussi la première piste, pour les autorités marocaines, vers la concrétisation de leur forte présomption quant à la présence d'une main étrangère derrière les attentats.

Robert Richard Antoine-Pierre, qui aurait actuellement 31 ans, se serait converti à l'islam dès l'âge de 17 ans, lors d'un séjour en Turquie, avant de devenir émir intégriste au Maroc.

Selon le quotidien *Al Ahdath Al Maghribia*, l'homme se serait rendu à plusieurs reprises en Afghanistan et aurait eu des liens très suivis avec le groupe salafiste de Fès, un groupe dont plusieurs responsables ont récemment été arrêtés.

L'enquête sur les attentats de Casablanca a continué par ailleurs de s'élargir au plan national. Selon des indications données hier par un juge de Casablanca, il semble qu'au-delà des attaques du 16 mai, une vague d'actions-suicides visaient plusieurs grandes villes touristiques du royaume. Douze nouveaux suspects marocains, inculpés lundi à Casablanca, sont accusés d'avoir été préparés pour des attentats-suicide visant des lieux touristiques.

IMPALA CHEVROLET 2003



PLUS D'ESPACE

- Sièges pour 6 passagers • Moteur V6 3,4 L de 180 HP
- Transmission automatique 4 vitesses avec surmultipliée
- Climatisation à 2 zones • Vitres, miroirs, portes et coffre à commandes électriques • Régulateur de vitesse • Lecteur CD

288\$/mois[†]

LOCATION 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS

MALIBU CHEVROLET 2003



PLUS DE PUISSANCE

- Puissant moteur V6 3,1 L alliant performance et économie d'essence • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée • Régulateur de vitesses • Vitres, miroirs et portes à commandes électriques • Climatiseur • Lecteur CD

258\$/mois[†]

LOCATION 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS

0\$ dépôt de sécurité^{**}

BIEN PLUS.



**0% DE FINANCEMENT
À L'ACHAT PENDANT 60 MOIS**
SUR PRESQUE TOUS LES MODÈLES^{††}

TRACKER LXT CHEVROLET 2003



PLUS DE PLAISIR

- Moteur L4 de 2,0 L à DACT de 127 HP • Boîte de transfert 2 vitesses permettant de passer de 2 à 4 roues motrices à la volée • Lecteur CD
- Roues de 15 po en aluminium • Groupe sport LXT

238\$/mois[†]

LOCATION 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS

0\$ dépôt de sécurité^{**}

TRAILBLAZER LS CHEVROLET 2003



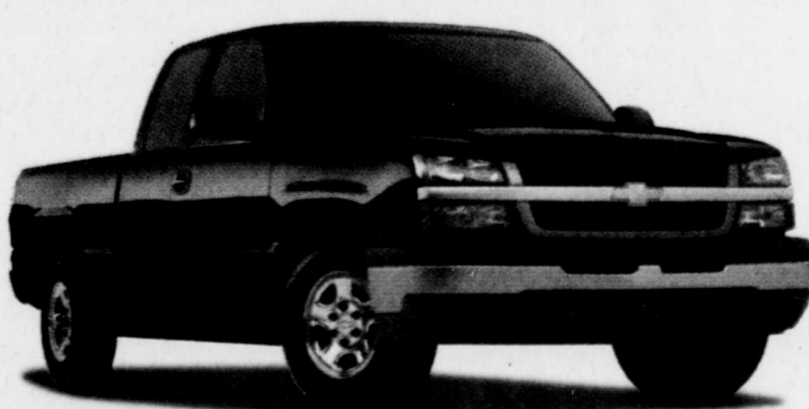
PLUS FIABLE

- Moteur Vortec 4,2 L de 275 HP • Pont arrière autobloquant
- Vitres, portes et miroirs chauffants à commandes électriques
- Climatisation à 2 zones • Freins ABS aux 4 roues
- Roues de 16 po en aluminium • Lecteur CD

418\$/mois[†]

LOCATION 48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS

SILVERADO À CABINE ALLONGÉE CHEVROLET 2003



PLUS MUSCLÉ

- Moteur V8 Vortec 4800 de 270 HP • Transmission automatique à 4 vitesses et mode remorquage, pont arrière autobloquant • Freins ABS aux 4 roues • Roues de 16 po chromées stylisées • Lecteur CD • Climatiseur

358\$/mois[†]

LOCATION 30 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS



L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 2003 en stock suivants: Impala (1W19/R7A), Malibu (1ND69/R7A), Tracker (CJ10305/R7J), TrailBlazer (CT15506/R7A) et Silverado à cabine allongée (CC15753/R7F). Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (Silverado: 30 mois) avec versement initial ou échange équivalent Impala (2 149 \$), Malibu (1 665 \$), Tracker (3 301 \$), TrailBlazer (4 058 \$) et Silverado à cabine allongée (4 054 \$). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km à l'exception du Silverado à cabine allongée, frais de 12 ¢ après 50 000 km. **Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigée à la livraison. Dépôt de sécurité (Impala: 350 \$, TrailBlazer: 500 \$ et Silverado à cabine allongée: 425 \$) et première mensualité exigés à la livraison. †Taux de financement à l'achat de 0 % disponible sur la plupart des modèles pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Exemple de financement: 10 000 \$ à 0 %: 60 versements de 166,67 \$, coût en intérêts 0 \$, coût total de financement 10 000 \$. L'offre de financement à l'achat ne s'applique pas aux Saturn, Saab, Isuzu, Grand Prix 2004, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupées, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf C6P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multiplexe et chasis-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD chasis-cabine (style reporté) et aux camions série W et poids moyens. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.



LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

ÉDIFICE À BUREAUX D'ESTIMAUVILLE

La Ville met de la pression pour relancer le projet

ÉRIC MOREAULT

EMoreault@lesoleil.com

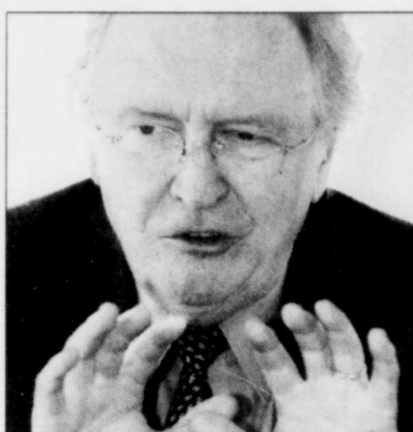
■ La revitalisation ne se limite pas à Saint-Roch. En tenant une conférence de presse sur des investissements de 225 M\$ dans Limoilou, la Ville de Québec a voulu illustrer le dynamisme de l'Arrondissement et redorer le blason du quartier ainsi que, l'occasion fait le larron, lancer un appel du pied pressant au gouvernement libéral à propos de l'édifice à bureaux D'Estimauville.

Question de marquer le coup, les médias étaient convoqués à l'arborescence du domaine Maizerets, site splendide situé... presque en face du projet de 46 millions \$ destiné à loger des fonctionnaires provinciaux, projet scruté par le gouvernement de Jean Charest à l'occasion de la confection de son budget.

Depuis son annonce par le gouvernement de Bernard Landry, avec un autre immeuble à Place Québec et la réfection du Centre des congrès, Québec crie sur tous les toits que cet édifice représente l'impulsion initiale pour stimuler les investissements dans l'axe Maizerets-Montmorency. « Si l'annonce devait être confirmée, nous avons un ou deux projets en réserve pour canaliser et amplifier ce développement », a indiqué Jean-Paul L'Allier.

Plus encore, la revitalisation du far-est de Québec permettrait d'illustrer les avantages de la fusion avec une action concertée entre arrondissements qui se butait avant à la frontière entre Québec et Beauport.

Malgré son importance pour la Ville, le maire se refuse à crier au loup. « On montera dans les rideaux si c'est nécessaire. C'est un axe qu'on privilégie. Tant qu'on n'en aura pas fini, on va rester dedans », ex-



Jean-Paul L'Allier

plique-t-il pour démontrer la détermination de son administration.

Et Limoilou, là-dedans ? Évidemment, le quartier Maizerets bénéficiera grandement de la relance de ce secteur si Québec donne son aval à l'édifice à bureaux et confirme les phases II et III de revitalisation de la rivière Saint-Charles, autre sujet d'inquiétude de l'administration L'Allier.

Mais pour le reste, les choses vont déjà assez bien en ce moment, comme voulait le démontrer cette « vue d'ensemble » sur les projets, tant publics

que privés, réalisés entre 2002 et 2005. Il s'agit pour la plupart d'investissements connus : réfection de l'incinérateur (10 millions \$) ; déménagement du pavillon Saint-Charles et réaménagement du CLSC (22 millions \$) ; réfection du pont Drouin (4,3 millions \$) ; aménagement de l'École de cirque dans l'église Saint-Esprit (2,6 millions \$) ; bassin de rétention (5,8 millions \$) ou installation d'un jeu d'eau, une œuvre d'art récupérée du projet du pont Drouin, et réaménagement du parc Ferland (700 000 \$).

Mais d'autres projets, surtout privés, étaient moins ou pas du tout : un ajout de 15 millions \$ à l'unité de désencrage de la papeterie Stadacona ; la construction d'une usine de recyclage des métaux de 7 millions \$ — « la clé de la relance de l'avenue Industrielle », estime Claude Larose ; un agrandissement de 1,5 millions \$ chez Natrel ; 32 chambres pour de l'hébergement temporaire de la Fondation Alzheimer Vilar (6 millions \$) et quantité de logements, 300 sociaux et 200 privés, dont 76 logements pour personnes âgées, le manoir de Villebon (3 millions \$), déjà presque complet.

Évidemment, l'arrondissement Limoilou bénéficie de la présence de témoins du gouvernement municipal — Claude Larose et Odile Roy siègent à l'Exécutif et Alain Loubier préside le Conseil municipal —, mais le privé investit 52 millions \$, autant que la Ville. Limoilou bénéficie aussi grandement des subventions du gouvernement du Québec, 105 millions \$ des 207 millions \$ (avec D'Estimauville).

Le grand absent ? Le gouvernement du Canada, qui sera sollicité de plus en plus, notamment pour la réfection du parc Cartier-Brébeuf, « le plus mal en point au Canada », dicit M. Larose, une priorité de l'arrondissement pour 2008 et les fêtes du 400^e de la capitale.



Les condominiums seront regroupés dans un seul immeuble.

60 condos de luxe au Campanile

PIERRE COUTURE

PCouture@lesoleil.com

■ Un projet de construction de 60 condominiums de luxe évalué à 15 millions \$ sur la rue du Campanile sera bientôt lancé.

Les gestionnaires du projet sont les mêmes qui viennent d'acquiescer de l'Industrielle Alliance aux coûts de quatre millions \$ la rue du même nom et les locaux commerciaux rattachés au complexe immobilier.

Selon l'associé principal de Bélanger, Greenberg & Goldstein, Michel Bélanger, « la mise en marché devrait débuter d'ici une quinzaine de jours ».

Situés sur un terrain de 60 000 pieds carrés servant pour l'instant de stationnement aux clients du Campanile, les 60 condos disponibles seront regroupés dans un seul immeuble de cinq étages.

Des locaux commerciaux au rez-de-chaussée font aussi partie des plans,

où restaurants et boutiques pourraient s'y côtoyer. À cela, les gestionnaires souhaitent y installer un centre de conditionnement physique.

Comme il s'agit de logements dits de luxe, les prix d'achat varieront entre 185 000 \$ et 300 000 \$ selon la superficie désirée — entre 1085 à 2000 pieds carrés. Si tout va comme prévu, les propriétaires pourront prendre possession de leur résidence le 1^{er} juillet 2004.

Ce projet vient s'ajouter aux 68 unités de condos réparties actuellement sur la rue du Campanile dont la superficie totale avoisine les 285 000 pieds carrés.

Les gestionnaires du projet ne sont pas inconnus dans la région. Ils possèdent déjà des immeubles sur la Grande-Allée, le boulevard Charest et dans le quartier Neuf-

châtel. Selon Michel Bélanger, d'autres importantes acquisitions dans les secteurs résidentiel et commercial pourraient survenir au cours des prochains mois, notamment dans l'arrondissement Sainte-Foy.

Des prix d'achat entre 185 000 \$ et 300 000 \$

Simulation d'explosion chez Ultramar



LE SOLEIL, CLÉMENT THIBEAULT

Une simulation d'explosion à la raffinerie Ultramar de Lévis a permis hier matin à la multinationale et à la Sécurité incendie de la Ville de Lévis d'évaluer leurs méthodes d'intervention en situation d'urgence. « Ça s'inscrit dans une logique de prévention en cas d'incendie ou d'événements majeurs », explique le directeur des pompiers, Dominique Fortin. Hier, l'opération d'évacuation des 600 personnes présentes à la raffinerie s'est bien déroulée. Seul pépin, un changement dans le système de communication de l'entreprise a retardé de trois minutes l'évacuation d'un des secteurs parce que les employés n'avaient pas été avisés. « Un tel exercice sert à rectifier des lacunes de ce genre », souligne M. Fortin. J.F.N.

RÉAMÉNAGEMENT DE PLACE QUÉBEC

La consultation va reprendre

ÉRIC MOREAULT

EMoreault@lesoleil.com

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste a demandé — et obtenu — de reprendre la consultation publique sur le réaménagement de Place Québec, alléguant un conflit d'intérêts. Mis au courant, l'opposition aurait voulu qu'on suspende le processus, le temps d'obtenir un avis juridique, mais le Conseil municipal a décidé d'aller de l'avant, par une voix.

Les élus ont adopté le projet de règlement lundi soir, malgré les réticences de l'Action civique de Québec. « C'est un mauvais signal qu'on envoie aux citoyens. On fait comme s'ils n'existaient pas. Soyez conséquents avec l'avis que vous avez demandé et revenez dans 15 jours », a demandé Jacques Langlois.

Ce que n'a pas cru bon de faire l'administration L'Allier, compte tenu qu'il s'agit d'une première lecture — le projet de règlement reviendra devant le Conseil —, qu'il y a déjà eu

trois consultations (et que le résultat de celles-ci permettait de prendre une décision éclairée) et que le Com pop a obtenu ce qu'il exigeait, soit l'occasion de faire valoir ses doléances lors d'une autre séance de consultation publique du Conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste.

On juge donc, au contraire, que les citoyens ont été entendus. « C'est un projet qui tient par la peau des fesses (il est soumis à l'examen du gouvernement libéral) », a fait valoir Jean-Paul L'Allier en fustigeant les stratégies dilatoires de l'opposition qui tiennent lieu de réflexion sur les affaires courantes de la Ville.

« Vous jouez avec l'avenir du Centre des congrès », a fustigé Jacques Jobin en rapatriant l'aménagement du Palais des congrès de Montréal, au coût de 240 M\$, largement financé par le gouvernement du Québec, et de sa capacité à ravir à la capitale des événements aux retombées économiques importantes.

« Il faut un minimum de solidarité. Ça n'a rien à voir avec le fond du dossier.

On joue gros, ne nous tirons pas dans le pied », a plaidé M. Jobin.

Le comité consultatif qu'est le conseil de quartier s'est prononcé récemment en faveur du projet, qui permet la construction d'une tour à bureau pour loger des fonctionnaires du gouvernement du Québec et la rénovation du Centre des congrès, dans une proportion de trois pour deux contre et une abstention, à la suite d'une soirée houleuse.

Or, allègue le Com pop, l'un des administrateurs s'est placé en conflit d'intérêts puisqu'il est désormais à l'emploi du service d'urbanisme de la Ville. « Il n'avait pas la neutralité et l'indépendance requises », écrit Gilles Simard au conseil d'administration du Conseil de quartier. C'est ce dernier qui a demandé un avis juridique sur la question — les administrateurs sont bénévoles.

Le Com pop alléguait également que les administrateurs du Conseil de quartier étaient « incapables » d'expliquer l'autre option qui était soumise, soit le statu quo.

La date de la consultation publique n'est pas encore connue.

L'opposition aurait voulu suspendre le processus

Le parc Chauveau aménagé en zone de loisirs

ISABELLE MATHIEU

IMathieu@lesoleil.com

Le projet de golf dans le parc Chauveau est mort et bien enterré. La Ville de Québec a maintenant de grands projets pour rendre ce parc du nord de son territoire encore plus attrayant pour les citoyens.

Plusieurs diront qu'il est grand temps de développer le potentiel de ce parc du secteur Neufchâtel qui, avec ses 132 hectares, est plus grand que les Plaines d'Abraham et est facilement accessible à environ 100 000 citoyens.

Plus de deux ans après que la firme Golf du parcours des rivières ait abandonné son projet de 18 trous (dont neuf trous auraient été sur le parc), la Ville présentait hier aux citoyens son projet d'aménagement du parc Chauveau.

Pas question de faire disparaître la partie boisée du parc, précise Guyline Noël, conseillère municipale responsable des dossiers de loisir. Mais certains espaces seront aménagés pour permettre plus d'activités.

Dès cette année, la Ville veut faire deux terrains de soccer — « qu'on nous réclame depuis très longtemps ! », glisse la conseillère Noël —

au coin des rues Chauveau et Saint-Jacques. Les élus ont aussi mis sur leur liste de priorités des glissades d'hiver aménagées sur des pentes naturelles, des pistes de ski de fond et des jeux d'eau.

Le parc Chauveau comptera aussi une zone horticole, une aire de pique-nique, un espace pour les adolescents avec ballon-panier et rouli-roulant, des terrains de tennis et de pétanque.

Pour mieux profiter de l'accès à la rivière Saint-Charles, une plage sera aménagée et une zone de pêche. Des kilomètres de sentier permettront de

faire du vélo, du patin à roues alignées et de la randonnée en été ainsi que du patin à glace et de la raquette en hiver.

On ne connaît pas encore le coût total de ces projets qui se réaliseront sur une dizaine d'années. Environ 600 000 \$ sont déjà prévus.

Par ailleurs, un important quartier résidentiel de 2600 maisons pourrait voir le jour à proximité du parc Chauveau. Le promoteur les Constructions Gély a en effet un projet pour le secteur Saint-Jacques-Chauveau. Ce projet ne sera toutefois pas étudié avant septembre puisque tous les grands ensembles domiciliaires font présentement l'objet d'un moratoire de la Ville.

Au moins 600 000 \$ investis pour les projets étalés sur une dizaine d'années

ÉDITORIAL

Ménage de la pharmacie

Ce n'est pas parce que la pharmacienne-députée Julie Boulet a quitté le Conseil des ministres que le gouvernement Charest peut considérer classé le dossier des médicaments. Parce que les médicaments représentent une part de plus en plus importante du budget de la Santé, le ministre Philippe Couillard doit aller bien au-delà de la chasse aux « dosettes ».

Le rapport Romanow sur l'avenir des soins de santé au Canada rappelait qu'en 1980, les dépenses en médicaments constituaient 5,8 % des dépenses totales de soins de santé au pays. En 2001, le pourcentage avait doublé à 12 % et les dépenses se chiffraient à 12,3 milliards \$, comparativement à 1,3 milliard \$, 20 ans plus tôt.

Le prix des médicaments ne peut expliquer à lui seul cette hausse des dépenses. L'avancement de la recherche fait que nous recourons de plus en plus aux médicaments pour traiter des affections chroniques, guérir des maladies autrefois mortelles, éviter des interventions chirurgicales et réduire le temps d'hospitalisation. Tout ça a un prix. Un prix de plus en plus lourd qui exige une révision de nos pratiques.

Pressé par la croissance des coûts du régime public d'assurance-médicaments, le ministre François Legault avait prescrit en 2002 une série de mesures. Il augmentait les primes des adhérents au régime public et préconisait une utilisation plus judicieuse des médicaments, un meilleur examen coût/bénéfices des produits, une formation plus adéquate des professionnels et un partenariat avec l'industrie pharmaceutique pour tenter d'atténuer les coûts. Que compte faire maintenant le docteur Couillard? Va-t-il maintenir la même politique de protection à l'égard des médicaments brevetés?

Nous verrons sous peu si une hausse de primes sera refilée aux adhérents du régime public et si la gratuité sera rétablie pour certains. Mais ce n'est là qu'un élément du dossier. Avec la démission de Julie Boulet, le gouvernement Charest indique qu'il ne lésine pas avec l'éthique et qu'il ne tolère pas le régime de ristournes et cadeaux instauré par les fabricants de médicaments génériques sur lequel la Régie de l'assurance-maladie du Québec enquête depuis 1996. Le ministre Couillard doit bien faire comprendre, tant aux pharmaciens qu'aux médecins courtisés par l'industrie pharmaceutique, que la tolérance zéro est dorénavant de mise et que les règles d'éthique ne doivent pas exister que sur papier.

Le ménage effectué dans les pratiques commerciales douteuses, Québec devrait aussi instaurer rapidement des pratiques d'achats plus avantageuses pour les établissements de santé. Seulement en regroupant des achats et en négociant ferme. Approvisionnement Montréal a réduit la facture de médicaments de ses hôpitaux de 40 %. L'exemple est à suivre. Romanow suggérerait même une grande agence canadienne du médicament pour mieux évaluer les médicaments et limiter la croissance des coûts à travers tout le pays. Qu'en pense le nouveau ministre de la Santé?

Nouveau credo

Bien des observateurs se leurreraient en pensant que George W. Bush se tiendrait loin du conflit israélo-palestinien. Ils croyaient que le chef de la Maison-Blanche s'appuierait encore longtemps sur le vieux credo républicain voulant que Washington ne puisse avancer plus vite que les principaux protagonistes — et qu'il ne s'impliquerait donc pas personnellement. Il faut dire que le président lui-même a beaucoup contribué à conforter cette idée. Mais c'était sans compter avec les faits qui, comme on le sait, sont têtus et ne peuvent être ignorés indéfiniment.

La première puissance du monde a accepté l'idée qu'un engagement ferme de sa part augmenterait les chances de parvenir à un règlement politique au Proche-Orient. On ne peut que l'encourager dans cette voie. L'administration Bush a aussi fait sienne l'idée que bien des problèmes qui confrontent l'Occident, de l'hostilité d'une partie du monde arabe à certaines tensions transatlantiques, trouvent leur source dans ce terrible et sanglant conflit.

Rien n'illustre mieux la nouvelle détermination américaine que le sommet d'Akaba, en Jordanie, qui doit réunir aujourd'hui les premiers ministres palestinien et israélien autour du président Bush. Cette rencontre constitue le point d'orgue du périple international entrepris par le chef de la Maison-Blanche la semaine dernière.

George W. Bush sait qu'il devra mettre tout son poids dans la balance pour forcer Mahmoud Abbas et Ariel Sharon à prendre le chemin de la « feuille de route » et à y rester. Ce plan de paix doit mener à la création d'un État palestinien en 2005. Il a été accepté par le premier ministre palestinien après sa présentation, le 30 avril, et, ensuite, par le premier ministre israélien, bien qu'avec des réserves et sous la pression de Washington.

Le succès de cette énième initiative de paix dépendra de la capacité qu'auront les partisans d'une solution négociée à ne pas se laisser intimider par les extrémistes. Pour l'heure, on sait qu'Ariel Sharon doit faire face à la colère de colons d'extrême droite et on se demande comment Mahmoud Abbas parviendra à neutraliser les groupes d'islamistes radicaux.

Les accords de principe obtenus jusqu'ici sont importants, mais fragiles. C'est pourquoi Washington devra veiller à l'application concrète de la « feuille de route » et s'assurer qu'aucun de ses interlocuteurs n'en dévie. Un nouvel échec serait coûteux. Les insuccès du passé ont toujours fait grimper la facture de la haine et du sang.



Brigitte Breton

BBreton@lesoleil.com



Jean-Marc Salvét

JMSalvet@lesoleil.com

RENTÉE PARLEMENTAIRE...



CHRONIQUE POLITIQUE

Mario, maître chanteur

Mario Dumont a volé le spectacle hier en bousillant la première véritable élection d'un président de l'Assemblée nationale. Il ne s'est certainement pas grandi toutefois en sabotant la rentrée parlementaire en guise de représailles parce qu'il n'a pas obtenu la reconnaissance officielle de son parti à l'Assemblée. Il est aussi en négociations sur le budget qui sera octroyé à son parti, 120 000 \$ par année au cours du dernier mandat pour son service de recherche, qu'il voudrait faire indexer sur la base des votes additionnels obtenus par l'ADQ.

M. Dumont a d'abord indirectement manqué à sa parole, en faisant refuser le consentement requis pour procéder au scrutin secret pour le choix du président par l'un de ses députés, alors qu'il aurait déjà personnellement donné son accord. Le leader du gouvernement, Jacques Dupuis, en prend à témoin le secrétaire général de l'Assemblée nationale. Entre chefs de parti ou leaders parlementaires, de tels manquements à l'éthique parlementaire sont inacceptables. Le bon fonctionnement de l'Assemblée nécessite un minimum de *fair play* que M. Dumont n'a pas respecté. Il aura vite à s'en repentir, soyez-en assurés. Surveillez bien le traitement qui lui sera réservé dans les prochaines semaines. Qu'il ne vienne surtout pas poser en martyr alors.

Le chef de l'ADQ a en plus placé ses intérêts partisans au-dessus de l'acquis qu'aurait représenté l'élection d'un président de l'Assemblée nationale au vote secret de tous les élus au Salon bleu. Les directions du Parti libéral et du Parti québécois avaient même déjà indiqué qu'elles préconiseraient un vote tout à fait libre de chacun de leurs députés. L'élection du président avait été préconisée en 1998 par Lucien Bouchard qui s'inspirait du procédé retenu à la Chambre des communes et à l'Assemblée législative de l'Ontario, en remplacement des habituelles tractations entre le bureau du premier ministre et celui du chef de l'opposition.



J.-Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com

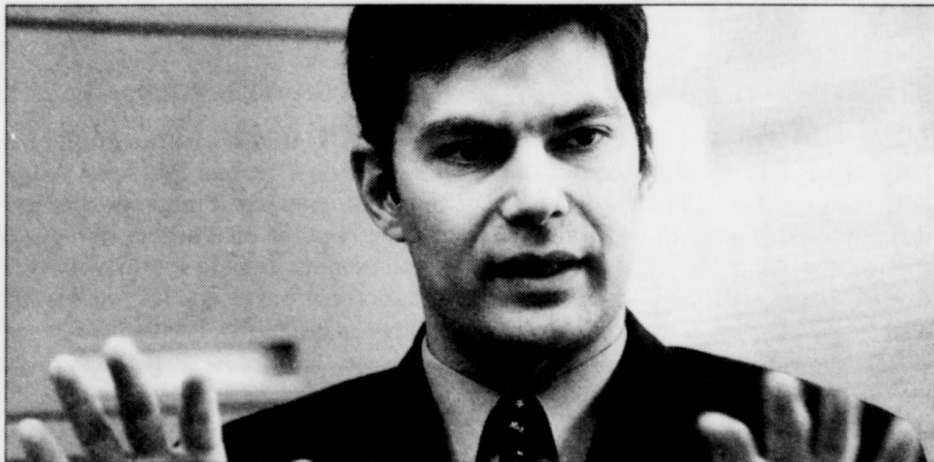
pour le choix d'un président acceptable pour les deux caucuses.

En 1981, en 1985, en 1994, les députés qui ont finalement hérité de cette prestigieuse fonction, assortie d'un important volet de relations internationales, étaient d'ailleurs des deuxièmes choix du premier ministre. Les premiers noms soumis ont été rejetés par les oppositions libérale ou péquiste, selon le cas. Les présidents désignés au terme de ce cahoteux procédé ont malgré tout souvent vécu de graves problèmes, leur impartialité étant mise en doute. Les libéraux ont notamment menacé de retirer publiquement leur confiance dans l'ex-député de Portneuf, Roger Bertrand. Il a été plus discrètement muté à d'autres fonctions. Le premier ministre, Jean Charest, a été forcé hier soir de revenir à ce ridicule magasinage, après un vote au sein de son caucus pour choisir le candidat numéro un entre les quatre prétendants au trône, Michel Bissonet, dont il a soumis le nom à Bernard Landry. Ce choix devrait être agréé par le caucus péquiste mais le président n'aura pas le lustre que lui aurait conféré son élection solennelle hier.

M. Dumont a justifié son attitude hier par une volonté de se faire plus respecter comme formation politique à l'avenir, en refusant ce premier consentement. Faire reculer l'institution parlementaire, écoeurer les 121 députés des deux grands partis et

risquer de provoquer l'atterrissage dans le fauteuil du président d'un aspirant à la fonction qui ne serait pas celui qui aurait recueilli le plus grand nombre de votes dans un scrutin secret, sont de bien curieuses façons de se faire respecter. Sur ce dernier point, il est malheureux que le Parti québécois n'ait pas mené un scrutin parmi ses députés, pendant qu'un tel exercice était mené au PLQ. Il aurait suffi d'ajouter les résultats pour court-circuiter Mario Dumont et donner au prochain président la légitimité recherchée par la réforme qui en était au stade expérimental. Seul le caractère secret des résultats aurait été partiellement perdu.

L'ADQ a obtenu 18 % des votes le 14 avril et ne compte que quatre députés. La sous-représentation à l'Assemblée des 697 000 Québécois qui ont appuyé ce parti est criante. Des injustices semblables se sont cependant répétées depuis 1970. Le règlement de l'Assemblée nationale et la Loi sur les conditions de travail des membres de l'Assemblée sont cependant clairs sur les critères de reconnaissance d'un parti. Mario Dumont ne peut contourner à répétition le mode de scrutin, le règlement et la loi, si juste sa cause soit-elle, en exerçant un chantage de bas niveau comme il l'a fait hier. Qu'il travaille plutôt à corriger le problème à sa racine, par l'adoption d'éléments de représentation proportionnelle et l'octroi ensuite de budgets de fonctionnement ajustés sur les votes obtenus par chaque formation. Il trouvera de nombreux appuis partout dans la société.



En bousillant l'élection du président de l'Assemblée, Mario Dumont ne s'est pas grandi.

CARREFOUR DES LECTEURS

Exploitation salariale

Une personne autonome qui travaille pour moins de 10 \$ l'heure en 2003! Ce n'est pas logique. Payer une personne sous le minimum vital n'est pas rentable pour la collectivité. Cela peut même encourager la criminalité. Des employeurs auraient avantage à avoir une vision sociale plus large! Des gens honnêtes travaillent de longues heures, souvent sept jours par semaine, au salaire minimum. C'est de l'esclavage déguisé. Où est la logique de traiter nos petits salariés de la sorte quand les avocats des Hells gagnent 1000 \$ par jour? Un salaire minimum décent ne rendrait personne plus pauvre. Préconiser 10 \$ l'heure n'est même pas avant-gardiste, même les plus conservateurs y gagneraient. Les coûts sociaux seraient moindres, et l'économie s'en porterait mieux. Et que dire des familles riches d'ici qui font venir des femmes des Philippines ou d'ailleurs pour les faire travailler à moins de 6 \$ l'heure, au noir, comme domestiques? Et après des années de service, plusieurs ne sont même pas citoyen-

nes canadiennes. Pour les remercier, on les renvoie dans la misère. Un salaire minimum décent, c'est pour tout le monde.

François Guitard
Aylmer

La surveillance manque à Val-Bélair

Vous savez quel temps il fait depuis une semaine et quelle onnée on a reçue dimanche? Samedi j'ai un voisin qui a arrosé son gazon mature pendant plus de 10 heures, sans arrêt, au même endroit. Je ne peux dire combien de temps le gaspillage a duré, mais lorsque je me suis couché, à 2 h, ça giclait encore. On peut imaginer que cela a duré toute la nuit et le gicleur arrosait plus de trois mètres dans la rue! Dans l'ancienne administration municipale, le fait d'arroser le pavage constituait une infraction. Je ne sais pas si cette règle existe à Québec (on ne sait rien, la Ville ne nous parle pas...), mais elle n'est pas appliquée. Depuis la fusion, la police est disparue. On ne constate son existence que

lorsqu'elle fait du taxi. S'usez, du radar. Avant la fusion, l'exceptionnel corps de police de Val-Bélair patrouillait jour et nuit dans les rues paisibles pour assurer l'ordre. Le radar était rare alors qu'il est maintenant devenu le principal mode d'intervention policier. Je suis heureux de mes nouveaux services améliorés.

Gilles Turcotte
Val-Bélair

Des excuses...

Déjà, Jean Charest s'est trouvé une excuse pour ne pas respecter ses engagements durant la campagne électorale, engagements qui lui ont permis de convaincre la population de voter pour lui. En effet, il y aurait un trou de 4,3 milliards \$ dans le dernier budget de Pauline Marois. Alors, si la population blâme Charest de ne pas respecter ses engagements électoraux, ce dernier n'aura qu'à blâmer l'ancien gouvernement. Mieux vaut se préparer à quatre années longues et controversées...

Simon Desautels, 15 ans
Repentigny

OPINIONS

CHRONIQUE POLITIQUE

Mauvaise semaine pour de bonnes femmes

J'aurais eu bien des occasions de vous parler de Vivian Barbot et de Julie Boulet. Pour toutes sortes de raisons, aussi inexcusables les unes que les autres, je ne l'ai point fait. Voilà que, la même semaine, l'actualité les réunit dans une même infortune... Je ne suis pas fier de moi!

Cela me fait penser que je devrais bien vous parler un jour de Claudette Carbonneau, la nouvelle présidente de la CSN, à laquelle je me suis également intéressé sans jamais vous en entretenir. Si la tendance se maintient, elle aussi risque d'être disparue à la prochaine occasion, renversée par son prédécesseur, Marc Laviolette, qui n'a pas renoncé à la revanche. Les temps sont durs pour ces femmes dont on instruit le procès avant même qu'elles ne se soient fait un nom...

Lorsqu'elle a succédé à Françoise David à la présidence de la Fédération des femmes du Québec, Vivian Barbot ne pensait pas que ce serait aussi difficile. Certes, Françoise David s'était tellement identifiée à son poste et à la cause des femmes qu'on la pensait irremplaçable. Elle-même le croyait sans doute aussi... Mais Michèle Asselin, présidente de l'IR (pour « regroupement ») des centres de femmes

du Québec, n'a pas peur du défi puisque, avec deux ans de décalage, elle propose de revenir au même discours, plus radical.

Vivian Barbot voyait dans son élection un message inhabituel pour les mouvements féministes du Québec. « C'est un exemple pour d'autres femmes provenant elles aussi des communautés ethniques », disait-elle il y a deux ans. « C'est un signe de reconnaissance et d'ouverture de la part de la Fédération des femmes et du Québec en général. » Le moins qu'on puisse dire est que la porte s'est vite refermée.

Vivian Barbot vient d'une grande famille haïtienne. Son père, Clément Barbot, était un proche du président François Duvalier et fondateur de sa garde personnelle avant qu'elle ne devienne le corps malfamé des « tontons macoute » et que lui-même passe dans l'opposition. Exilée, M^{me} Barbot fut éduquée en Suisse. Réfugiée plus tard en Argentine, elle y rencontra son mari québécois, Réal Lymburner. Elle enseignait au cégep de Victoriaville. Bref, un grand parcours de Néo-Québécoise.

Sous le régime de Françoise David, la Fédération des femmes avait été progressivement kidnappée par les éléments les plus radicaux du féminisme. Les militantes lesbiennes en particulier avaient investi la Fédéra-



Michel Vastel
Mvastel@lesoleil.com

tion pour faire avancer leur cause en faveur de l'égalité. Jamais satisfaite, la FFQ contribuait aussi à la descente aux enfers des gouvernements de Lucien Bouchard puis de Bernard Landry... qu'elles doivent bien regretter aujourd'hui!

M^{me} Barbot jugeait qu'il fallait passer à autre chose et sensibiliser la Fédération des femmes à d'autres groupes — les femmes immigrantes en particulier — qui sont les premières victimes de la mondialisation et du néo-libéralisme. On lui reprochait, à mots couverts, la poigne qu'elle mettait à transformer la FFQ. Il faut bien avouer qu'elle a échoué. Avec la montée de l'Action démocratique puis l'arrivée au pouvoir des libéraux, le mouvement féministe a voulu se donner, la fin de semaine dernière, une direction plus musclée et plus médiatisée. M^{me} Asselin a aussi

promis d'être « plurielle dans ses interventions ». Dans sa bouche, après ce qui est arrivé à Vivian Barbot, cela sonnait un peu faux...

« RAMENEZ-NOUS JULIE! »

Quel rapport y a-t-il entre le sort de Julie Boulet et celui de Vivian Barbot? Aucun, sinon que l'une et l'autre, après avoir réussi, ont été victimes d'un discours politique radical et de l'acharnement inexplicable d'une certaine presse.

En mettant les choses au pire — quelques dosettes, un appareil à mesurer la tension artérielle et une balance — le grand total des « cadeaux » reçus par le commerce de la ministre — pas par elle-même, notez bien — atteindrait 1500\$. Je suggère que s'il fallait que les journalistes qui ont reçu un total de 1500\$ en cadeaux de toutes sortes, dans toute leur carrière, devaient changer de métier, il y aurait beaucoup moins d'éditorialistes et de chroniqueurs!

Le « scoop » de *La Presse* sur les pots-de-vin offerts aux pharmaciens par les fabricants de médicaments en était un fameux. Mais l'acharnement du même journal contre Julie Boulet — le seul incidemment — est suspect. Et la hâte avec laquelle Bernard Landry et Louise Harel ont sauté dans la polémique ne les honore pas. Pas un seul de tous ces bien-pensants n'a sans doute mesuré

les conséquences de son geste...

En effet, l'étalon de l'intégrité en politique vient de tomber à 1500\$. Si on pouvait se payer un ministre à ce prix, cela se saurait! Mais imagine-t-on ce qui va suivre? Le bon docteur Philippe Couillard est-il certain de n'avoir jamais reçu de cadeaux des fabricants de matériel médical ou de produits pharmaceutiques? Le recteur Pierre Reid n'a-t-il jamais reçu de manuels, de livres, voire de classeurs ou de papeterie d'entreprises intéressées à faire des affaires avec le ministère de l'Éducation?

Les exemples abondent et Jean Charest doit être inquiet aujourd'hui. Il ne peut pas ne pas se souvenir du sort réservé aux ministres du premier gouvernement de Brian Mulroney. Quand on recrute des candidats qui ont réussi leur carrière privée, on peut toujours fouiller dans leur passé pour leur découvrir des relations d'affaires embarrassantes. Le Parti québécois risquait rarement ce problème, lui!

Cette affaire est désolante, surtout pour une famille de Saint-Tite qui aurait pu se payer un dix tonnes de dosettes en plastique mou si elle l'avait voulu. Julie Boulet et ses nombreux partisans de la Mauricie croient qu'elle sera vite rappelée au cabinet. « Ramenez-nous Julie au plus vite! » disent-ils. Mais en politique, on ne sait jamais ce qui peut arriver...

TROU BUDGÉTAIRE DE 4,3 MILLIARDS \$

La véritable impasse, c'est le déséquilibre fiscal

Jacques Léonard

L'auteur est ancien président du Conseil du Trésor, Associé-conseil chez Harel Drouin - PKF, CA

En mars 1986, quelques semaines après le retour au pouvoir du Parti libéral, le nouveau ministre des Finances du Québec, Gérard D. Lévesque, rendait public un document prébudgétaire intitulé *L'urgence d'un redressement*. Ce document faisait état d'une « impasse budgétaire inacceptable de 1,3 milliard \$ ». On accabla alors le gouvernement précédent en l'accusant d'avoir plongé le Québec dans « la pire crise financière depuis 50 ans ». L'exercice servit ensuite de prétexte pour reléguer aux oubliettes la plupart des promesses faites lors de la campagne électorale. En lieu et place, le gouvernement libéral haussa les impôts et en imputa la responsabilité à « l'héritage qui nous a été légué par le PQ ».

Dix-sept ans plus tard, l'histoire se répète : le gouvernement nouvellement élu du Parti libéral prétend découvrir une autre « impasse budgétaire ». Le nouveau ministre des Finances parle de la « pire crise financière depuis 1960 » et ses collègues annoncent, à l'encontre des engagements pris lors de la campagne électorale, le début d'une série de compressions dans la plupart des secteurs et le ralentissement des investissements en santé et en éducation.

Les faits sont différents : dans son mandat de 1981-1986 le gouvernement du Parti québécois avait mis en place une série de mesures qui ont sauvé l'État et, même s'il restait un déficit, permis,



Jacques Léonard

par leurs effets à terme, au gouvernement du Parti libéral de faire bonne figure dans son mandat de 1985-1989. Dans le cas présent, le gouvernement du Parti québécois, poursuivant sa politique d'assainissement des finances publiques, a équilibré les budgets de l'État durant cinq ans du 1^{er} avril 1998 au 31 mars 2003 inclusivement. Ce fait demeure même pour l'année 2002-2003, à moins que les fonctionnaires des finances ne se dédient sur la dernière année ou que la vérificatrice générale émette quelques réserves sur les états financiers 2002-2003 qui sortiront vers la fin de l'année 2003.

Quant au système comptable lui-même, nous avons été « en avant de la ce chapitre au pays » et nous aurons fait « exactement ce que demandait l'Institut des comptables canadiens » tel que le mentionnait Guy Breton à la suite de la réforme comptable de 1998.

RISQUES FINANCIERS

Alors de quoi parlons-nous dans le rapport Breton? D'un projet de budget lu à l'Assemblée nationale, mais tout sérieux soit-il, ne encore débattu en commission parlementaire et qui ne sera jamais adopté, puisque le gouvernement du Parti libéral présentera le sien. De quoi s'agit-il plus précisément? Des risques de divers ordres liés à la gestion du gouvernement tels l'incertitude quant au taux de croissance de l'économie qui diffère assez peu de la prévision dans la réalité à moins d'éléments majeurs imprévisibles; l'incertitude quant aux transferts fédéraux qui se règlent après vérifi-



L'ancien vérificateur général Guy Breton a affirmé aux journalistes que si l'exercice avait été fait l'an dernier, un manque à gagner aurait sûrement été trouvé.

cation des données de base par la négociation d'une période d'ajustement si l'enjeu est important; la certitude que le système de santé n'arrive pas à respecter certaines règles élémentaires de gestion; la volonté et la capacité de chacun des ministres à respecter les engagements inscrits au budget, etc.

Tous les gouvernements doivent composer avec des risques financiers pour boucler leur budget. C'est pourquoi, en cours d'année, le ministère des Finances dépose toujours une synthèse des opérations financières afin de faire le point. Le Conseil du Trésor fait alors ses suggestions, les crédits des ministères sont passés en revue, certains projets peuvent être retardés et c'est ainsi qu'on ramène les prévisions au déficit zéro, comme le précédent gouvernement y est parvenu durant cinq années consécutives. D'ailleurs, devant les journalistes, l'ancien vérificateur, Guy Breton, a affirmé que

« si nous avions fait l'exercice l'an dernier, nous aurions sûrement trouvé un manque à gagner, alors qu'en général, ils [les gouvernements] sont arrivés à équilibrer le budget. En règle générale, les gouvernements réalisent ce qu'ils espéraient faire ».

PERROQUETS LIBÉRAUX

Cet ancien vérificateur, devenu attaché politique comme c'est son droit, a présenté sa liste des risques financiers au nouveau premier ministre qui s'est empressé de traduire « risques financiers » par « trou », relayé par les perroquets libéraux et fédéralistes que nous connaissons bien. Mais il s'agit bien de risques et de rien d'autre sur un projet de budget qui n'existe plus. Rappelons que le vrai rôle d'un vérificateur général est de certifier les états financiers d'un gouvernement et de vérifier si les principes comptables généralement acceptés sont respectés et ce, pour la dernière année écoulée et non sur des prévisions budgétaires d'une année à venir. Donc, Guy Breton a établi sa liste à 4,366 milliards \$. Qu'en est-il?

Guy Breton est devenu un attaché politique

D'abord, M. Breton affirme lui-même que « des prévisions optimistes de 1 milliard \$ pourraient être résolues sans trop de difficultés ». Ensuite, il faut retrancher 1,1 milliard \$ qui découle de la coupure sur les transferts de péréquation provenant du fédéral.

Les libéraux sur ce sujet ne doivent pas baisser les bras, mais se battre comme l'a fait le gouvernement du Parti québécois avec l'erreur de calcul de la péréquation de 489 millions \$ faite par l'Agence des Douanes et du Revenu du Canada l'an dernier. À l'issue de la rencontre entre le ministre des Finances, Yves Séguin et son homologue fédéral, John Manley, ce dernier semblait disposé à trouver une solution d'ici le dépôt du prochain budget du gouvernement Charest.

De plus, il innove en ajoutant au budget de l'État les 700 millions \$ de déficits accumulés des hôpitaux. Pourtant, ces déficits n'ont jamais été inclus dans le périmètre comptable du gouvernement, tout comme les surplus des commissions scolaires d'ailleurs. Les membres des conseils d'administration des hôpitaux ont le devoir et la responsabilité de bien gérer les finances de leur établissement. Incidemment, le gouvernement a fait adopter la Loi sur l'équilibre budgétaire du réseau public de la santé et des services sociaux en vertu de laquelle les établissements du réseau de la santé doivent maintenir l'équilibre budgétaire et des plans de résorption des déficits ont été préparés.

Les libéraux ont

voulu camoufler,

par cet exercice,

une manœuvre politique

Le choix d'inclure les 700 millions \$ au périmètre comptable du gouvernement ne peut se réaliser sans que l'on tienne un débat politique sur la nature, le rôle et les responsabilités des conseils d'administration dans nos réseaux.

M. Breton inclut également dans les risques financiers une somme de 400 millions \$ attendue de la vente d'éléments d'actif, alors que le budget ne les identifiait pas. Pour des raisons commerciales et parce qu'il s'agit d'objectif à atteindre, le gouvernement ne mentionne pas les hypothèses de cessions d'actif. Voudrait-on que le gouvernement annonce en début d'année l'actif qu'il compte vendre au risque de voir leur prix chuter?

De toute évidence, les libéraux camouflent, par cet exercice, une manœuvre politique. Il ne faut voir dans toute cette opération qu'une mise en scène soigneusement orchestrée pour sabrer rapidement — et en faisant l'économie d'une consultation — dans les services offerts à la population pour se dégager de certains de leurs engagements irréalistes et pour dégager une marge de manœuvre afin de réaliser les autres. La véritable impasse, Yves Séguin le disait, c'est celle générée par le déséquilibre fiscal. Si les libéraux désirent effectuer d'importantes compressions budgétaires, qu'ils aient le courage politique de les présenter, de les défendre et ainsi d'en porter le poids ou le crédit. La campagne électorale est finie, que le nouveau gouvernement assume ses responsabilités.

Les feux de forêt font plus de dégâts

■ MANIWAKI — Malgré un printemps frais et pluvieux, les feux de forêt ont causé des dégâts deux fois plus importants à travers la province depuis le début de la saison 2003 que la moyenne

des cinq dernières années à la même date. Ainsi, la Société de protection des forêts contre le feu enregistre cette saison 285 incendies qui ont couvert 7251 hectares de forêt. La moyenne des cinq dernières années à cette date fait état de 307 incendies ne détruisant que 3991 hectares. La négligence humaine est responsable de tous les feux depuis le début de la saison. (PC)

La place pour le choix \$\$\$ et les meilleurs prix

40 en stock

315\$ / mois
0\$ comptant
0\$ dépôt
0 surprise

VENTURE 2003

Garantie 5 ans / 100 000 km inclus
La meilleure cote d'économie d'essence de sa catégorie

Citadelle
CHEVROLET OLDSMOBILE CADILLAC LTÉE

89, Kennedy, Lévis
835-1171
www.citadellechev.gmcanada.com

* Location 48 mois, total 80 000 km. Taxes en sus.

L'Office des personnes handicapées a Charest à l'œil

MONTREAL (PC) — À l'heure où le gouvernement Charest scrute l'ensemble des organismes et des programmes gouvernementaux, le président de l'Office des personnes handicapées du Québec adopte une attitude attentiste. Norbert Rodrigue refuse cependant de parler d'inquiétude. « Je donne la chance au coureur. Pour l'instant, je suis assez calme. Je ne présume de rien; j'attends », a-t-il confié, hier, en conférence de presse pour tracer le bilan de l'action gouvernementale pour les personnes handicapées au cours de la dernière année.

Interrogé à savoir s'il craignait pour l'avenir même de l'Office, M. Rodrigue a répliqué: « Je n'ai pas de son de cloche ».

Il souligne cependant que « les efforts qui ont été faits (pour favoriser l'intégration des personnes handicapées), on souhaite qu'ils soient maintenus ». « La prochaine année sera particulièrement importante en raison de nombreux points », a-t-il prévenu.

DÉSINSTITUTIONNALISATION

Par exemple, l'Office tient à ce que soit poursuivie la désinstitutionnali-

sation des patients, alors qu'un moratoire vient d'être imposé par le nouveau ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard. « Il faut poursuivre ces efforts-là absolument », plaide-t-il, ajoutant qu'il ne s'oppose cependant pas à ce que le gouvernement fasse un bilan et regarde les dossiers de façon plus exhaustive.

L'organisme continue de s'opposer au virage à droite

Il note que « 700 à 800 personnes restent à être évaluées pour des fins de décision », alors que des milliers d'autres ont déjà bénéficié de la désinstitutionnalisation. L'Office tient également à ce que le régime d'assurance-médicaments demeure abordable et accessible. Le gouvernement examine actuellement différentes façons d'en contrôler les coûts.

Sur la question du virage à droite au feu rouge, l'Office, qui avait fait connaître son opposition, continue de s'y opposer, pour des raisons de sécurité, mais ne va pas jusqu'à demander un recul au nouveau gouvernement. « On n'était pas d'accord, mais on n'a pas pris de position définitive sur le retour en arrière », a répliqué M. Rodrigue.

PROCÈS DE JEAN-RENÉ CYR La victime a été battue et jetée dans la rivière

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

Charles Tremblay, 15 ans, a reçu plusieurs coups au visage et à la tête avant de faire une chute de la partie supérieure à la partie inférieure des berges cimentées de la rivière Saint-Charles. Son corps a ensuite été poussé dans la rivière.

Le procès de Jean-René Cyr, accusé du meurtre non prémédité de l'adolescent a débuté hier devant un jury composé de sept femmes et cinq hommes. Le crime a été commis le 21 août 2001.

Selon l'exposé de la preuve présenté par le procureur de la Couronne, M^e René Verret, Tremblay a passé une partie de l'après-midi à Expo Québec en compagnie de deux amis. Le trio s'est ensuite rendu à place D'Youville, pour faire l'essai du PCP.

C'est là que les jeunes ont été mis en contact avec Jean-René Cyr, qui aura 40 ans au cours du procès. Pendant que deux des jeunes attendaient à place D'Youville, Charles Tremblay est parti en compagnie de l'accusé. Il n'est jamais revenu.

ALTERCATION

Cyr et l'adolescent se sont rendus sur les berges de la Saint-Charles où une altercation a éclaté. Le lendemain, le corps du jeune homme était découvert dans la rivière.

Des prélèvements sur les taches de sang retrouvées sur le ciment permettent de relier l'accusé au crime. Grâce aux tests d'ADN, la Couronne entend démontrer que du sang de l'accusé a été retrouvé sur les lieux du crime.

Selon le pathologiste, André Lauzon, la jeune victime a encaissé huit à dix impacts. Elle a notamment subi une importante fracture du crâne qui a provoqué une hémorragie interne. Les blessures étaient suffisamment importantes pour causer la mort.

Officiellement, l'adolescent est mort noyé. Le pathologiste est d'avis que la victime était inconsciente, mais toujours vivante lorsqu'elle a été poussée à l'eau.

Un sachet contenant du PCP a été découvert dans les sous-vêtements de la victime. Des traces de PCP et de cannabis ont été décelées dans le sang de l'adolescent, a mentionné le pathologiste.

17 TÉMOINS

Pendant le procès d'une durée prévue de trois semaines, la Couronne fera entendre 17 témoins. L'un d'eux est un jeune qui fréquentait lui aussi la place D'Youville et qui a suivi Cyr et sa présumée victime.

Dany English aurait été témoin d'une bonne partie des événements, a précisé M^e Verret. Il a prévenu le jury que ce témoin n'a pas la vie facile. Il s'agit d'un jeune détenteur d'un casier judiciaire, et consommateur de drogue.

Constructions Stephan Gouin a compromis la sécurité, selon la CSST

■ La Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) conclut que l'entreprise Constructions Stéphane Gouin a compromis la sécurité de ses travailleurs à la suite d'une enquête menée sur un accident grave survenu le 16 février 2003 au Centre de foires de Québec lors du montage d'Expo-Habitat. « Le contremaître de l'entreprise, Guy Clément, a été grièvement blessé lorsque l'échelle qu'il tentait d'utiliser pour descendre du toit d'une maison modèle a glissé », explique le rapport. La CSST conclut, entre autres, que l'accès au toit n'était pas sécurisé parce que l'échelle n'était pas retenue et que les travailleurs ne portaient aucun équipement de protection contre les chutes. Au total, la CSST a noté 41 dérogations à la réglementation sur le site de construction des maisons modèles dont certaines touchant deux autres entreprises, Modulex et Construction Lortie. « Les règles fondamentales à suivre comme le port du casque n'étaient pas respectées », reproche encore le rapport. L'entreprise fautive s'expose maintenant à une amende variant entre 5000\$ et 20 000\$. La CSST compte sensibiliser les membres de l'Association des exposants du Québec aux conclusions de cette enquête. J-F.N.

ON CÉLÈBRE NOTRE 10^e ANNIVERSAIRE

RÉNO DÉPÔT

C'EST LE TEMPS DE PENSER À LA FÊTE DES PÈRES ET UN CERTIFICAT-CADEAU RÉNO DÉPÔT, EST L'IDÉAL!

BEAUPORT
225, Joseph-Casavant

QUÉBEC
999, rue du Marais, Ville de Québec

OUVERT :
• LUN. AU VEN. DE 8 H À 21 H
• SAM. DE 8 H À 17 H
• DIM. DE 8 H À 17 H

10% SUR-LE-CHAMP... GARANTI!

Si jamais vous trouvez un article identique à plus bas prix ailleurs, que nous pouvons vérifier, nous vous l'offrirons au même prix que notre concurrent, moins.

À DES PRIX IMBATTABLES!

SOLAIRE!

PARADISE

POUR PISCINES OU BASSINS D'EAU!

MAÏBU

LUMINAIRES ÉTAGÉS
Pour sentiers, marches, patios et stationnements. À DEL, aucun fil ou remplacement d'ampoules.

39⁸⁸
4512 (274018)
LANterne AVEC PRISE «MONT-BLANC»
62" haut. Fini blanc ou bronze antique. Requiert 1 ampoule A19 de 100 W.

PQT DE 21
17⁸⁸
41002 (243064)
LANTERNES MURALES DÉCORATIVES
8-1/2" haut. x 6-1/2" larg. En fonte d'aluminium antrouille. Fini émaillé blanc. Requiert 1 ampoule A19 de 100 W.

PQT DE 21
33⁸⁸
43092 (274015)
LANTERNES MURALES «MONT-BLANC»
15-4/5" haut. Vers le haut. Fini blanc ou bronze antique. Requiert des ampoules A19 de 100 W.

97
LANterne À 3 TÊTES SUR POTEAU «MONT-BLANC»
86-1/2" haut. Fini blanc ou bronze antique. Requiert 3 ampoules A19 de 100 W.

27⁸⁴
UX0610725 (245578)
ENS. DE LUMINAIRES À BASSE TENSION
Transformateur 44 W, minuterie mécanique, fil de 50' et ampoules 4 W inclus.

59⁸⁸
GL22817 (282145)
ENS. 3 PROJECTEURS «ROCHES»
En polystyrène. Transformateur 100 W, multifonctions, ampoules halogène MR16 20 W, fil 60' et boîtes de connexion inclus.

19⁷⁶
L216551 (282483)
LANterne SOLAIRE FLOTTANTE
En plastique. Fini clair. À DEL, aucun fil ou remplacement d'ampoules.

CELUI QUI FAIT BAISSER LE COÛT DE LA RÉNOVATION À QUÉBEC!

Ampoules en sus sauf indication contraire.

L'EST ET LA CÔTE-NORD

PÊCHE À LA MORUE ET AU CRABE

Ottawa débloque 27 M\$

STÉPHANE TREMBLAY
Collaboration spéciale

■ **BASSE-CÔTE-NORD** — Le gouvernement fédéral débloque un budget de 27 millions \$ pour venir en aide aux pêcheurs et travailleurs des usines touchés par la fermeture de la pêche de la morue et du crabe. Les pêcheurs trouvent cette aide nettement insuffisante.

Ottawa précise qu'il s'agit d'une aide temporaire pouvant aller jusqu'à 12 semaines à raison de 350\$ par semaine pour les pêcheurs et travailleurs des usines de transformation qui ont épuisé leur prestation d'assurance-emploi. Pour se prévaloir de cet appui, les travailleurs doivent être sans emploi et avoir retiré 25% de leurs revenus de la pêche à la morue ou au crabe en 2002. Les pêcheurs sont sans revenu depuis la mi-avril, leurs prestations d'assurance-emploi étant terminées et le droit à l'aide sociale leur étant refusé parce qu'ils possèdent des biens de valeur, comme des bateaux.

« Nous allons gagner 350\$ par semaine pour 12 semaines. Par la suite, nous allons travailler 500 heures à 10\$ de l'heure sur des projets. Fina-

lement, l'hiver prochain nous allons retomber sur le chômage, mais à 55% du salaire que nous avons fait cette année. Ce qui représente un salaire annuel de 14 000 \$ à 16 000 \$. Pour faire vivre ma famille, j'ai besoin d'au moins 29 000 \$. Uniquement mon bateau me coûte 25 000 \$ par année... », confie au SOLEIL le porte-parole des pêcheurs de la Basse-Côte-Nord, Jean-Richard Joncas.

« Ce programme permettra de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables, en attendant que les mesures à court terme prennent effet », répond le secrétaire d'État responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Claude Drouin. « Nous avons tenu plusieurs rencontres avec les représentants des collectivités frappées par les fermetures de la pêche en Basse-Côte-Nord, en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. Une cinquantaine d'initiatives locales ont déjà été cernées, et nous pourrions annoncer des projets concrets au cours des prochaines semaines », a-t-il ajouté.

Plus de 1378 personnes sont affectées par les moratoires sur le crabe et sur la morue au Québec. Au pays, 6000 individus subissent les contrecoups du nouveau plan de pêche annoncé il y a deux mois. Le fédéral mentionne que d'autres mesures pourraient être annoncées cet été afin de dynamiser et diversifier les activités économiques de ces régions éloignées.

CÔTE-NORD

Programme de prévention du suicide ciblé sur les armes à feu

STEEVE PARADIS
Collaboration spéciale

■ **BAIE-COMEAU** — Plus qu'ailleurs en moyenne, des familles nord-côtières sont endeuillées chaque année par un suicide d'un proche. De nombreux partenaires concernés par ce problème sur la Côte-Nord ont donc monté un guide de prévention des suicides et des homicides par arme à feu.

Si on pointe particulièrement les armes à feu, responsables de 30% des 74 suicides survenus ici entre 1998 et 2001, c'est qu'elles pullulent en région. Contrée de chasseurs, plus de 40% des ménages nord-côtières possèdent une arme à feu. Quand elles sont utilisées pour une tentative de suicide, elles sont dévastatrices.

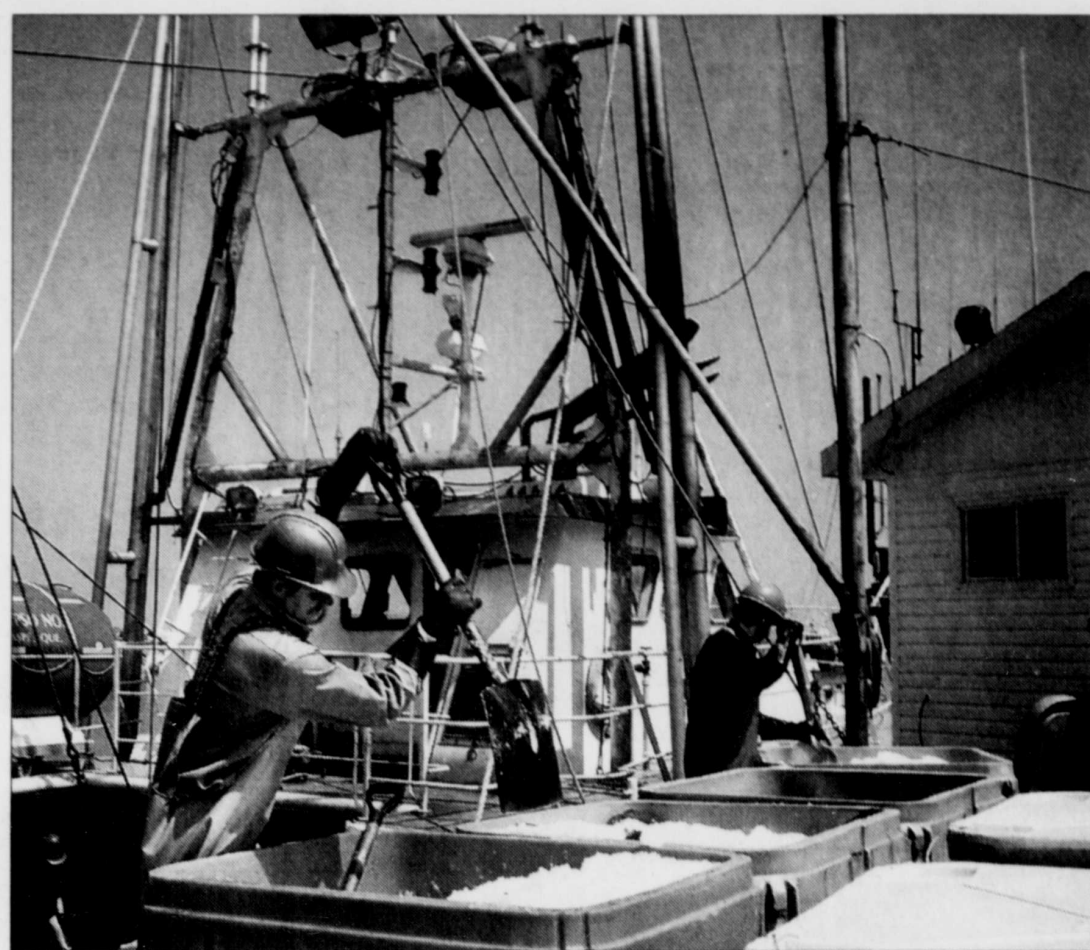
« La létalité des armes à feu est 12 fois plus élevée que les autres moyens utilisés », a révélé le coronar Arnaud Samson.

Le guide fait partie des mesures retenues dans le plan d'action régional sur le suicide, a souligné la responsable des dossiers suicide et santé

mentale à la Régie régionale de la santé Côte-Nord, Maria Fortin, qui a signalé l'importance de bien sensibiliser les intervenants et la population en général. « Dans le fond, les gens ne savent pas quoi faire devant cette situation, a lancé M^{me} Fortin. On ne connaissait pas non plus l'aspect légal en ce qui concerne les armes à feu. »

Ainsi, toute personne en autorité qui estime qu'une autre risque de se suicider par arme à feu peut faire des démarches pour que cette dernière n'ait plus accès à une arme et à son permis, le temps que la situation se replace. Les omnipratéens sont particulièrement concernés. « On veut attirer leur attention là-dessus, a ajouté le coronar Samson. Ce n'est pas une question qu'on pose habituellement à une personne en crise, l'accès aux armes à feu. »

Les policiers de la SQ entreposeront les armes ainsi confisquées. Dans ces cas, le permis sera suspendu tant que la police ne recevra pas l'avis d'un médecin affirmant qu'il n'y a plus de danger pour la personne.



Les activités de pêche et la transformation en usines se poursuivent néanmoins.

INDUSTRIE DE LA CREVETTE

La proposition du conciliateur refusée par les pêcheurs

NAOMIE BRIAND
Collaboration spéciale

■ **RIVIÈRE-AU-RENARD** — Le bras de fer entre les crevettiers et les transformateurs de Gaspésie est loin d'être terminé. Les pêcheurs ont refusé hier d'entériner la recommandation du médiateur. Les industriels se donnent 48 heures pour revoir leur stratégie.

Quatre jours de négociation n'ont pas permis aux deux parties de s'entendre. La semaine dernière, devant l'évidente impasse, le conciliateur Fernand Matteau a soumis une recommandation aux pêcheurs et transformateurs, leur donnant jusqu'à hier pour se prononcer. Après une longue assemblée, hier, la quinzaine de pêcheurs, sur les 32 ayant droit de vote, ont rejeté l'offre de M. Matteau.

Cette offre aurait occasionné, selon les pêcheurs, des baisses trop importantes de revenus pour leurs entreprises. La grosse crevette se serait dévalorisée à 0,66\$ la livre, en baisse de 0,02\$ par rapport à l'an dernier; la moyenne crevette à 0,45\$, en baisse de 0,05\$; et la petite crevette à 0,25\$, en baisse de 0,05\$. Les gens sont inquiets parce que

la saison de la grosse crevette est presque terminée dans la zone de Sept-Îles. La crevette est plus petite dans les zones Esquimaux et Anticosti », a dit le négociateur des pêcheurs, Clément Groleau.

Les industriels se disent surpris et déçus de la réponse des pêcheurs. Les usines Pêcheries Marinarde de Rivière-au-Renard et Crevettes du Nord Atlantique de l'Anse-au-Griffon étaient prêtes à accepter l'offre du médiateur, même si elle était jugée un peu élevée. « On se disait que c'était un beau risque pour les communautés maritimes. Maintenant, on doit se donner quelques jours pour y penser », a affirmé le directeur général de l'Association québécoise des industriels de la pêche, Jean-Paul Gagné. Pendant ce temps, les activités de pêche et la transformation en usines se poursuivront.

Les deux parties devront maintenant décider de l'avenue des pourparlers : retourner en négociations, s'adresser à la Régie des marchés agricoles, comme ce fut le cas il y a deux ans, ou encore que les pêcheurs prennent un nouveau vote. L'industrie de la crevette fournit de l'emploi à 400 travailleurs d'usines et à 150 pêcheurs de Gaspésie.

Des baisses de revenus jugées trop importantes

MATANE

Sur scène pour une pongiste

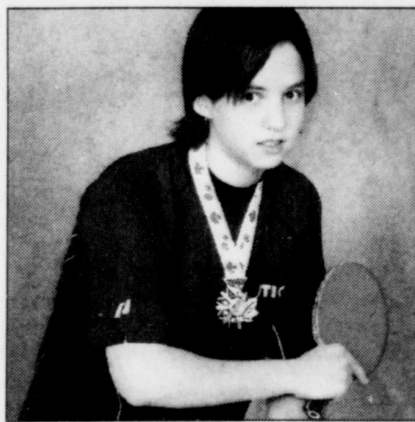
HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

■ **MATANE** — Toutes deux promises à un bel avenir, la pongiste Marie-Andrée Lévesque, 13 ans, et l'interprète Kate Malenfant, 17 ans, uniront leurs destinées respectives lors d'un spectacle-bénéfice, présenté demain à Matane.

« Nous souhaitons amasser des fonds pour soutenir Marie-Andrée dans sa progression, confirme le gérant de Kate Malenfant, Pierre Aubut. Notre objectif est de remplir la salle de 817 places et d'amasser 10 000 \$.

Le spectacle sera présenté à la Salle Albert-B-Lavoie de la polyvalente de Matane. Pour l'occasion, l'interprète, originaire de Saint-Fabien, sera accompagnée de quatre musiciens et deux choristes. « Ça va bien pour Kate, ajoute M. Aubut. Elle s'est classée parmi les trois finalistes au Festival de Ville-Dégelis et elle a accepté d'embellir de chanter pour donner un coup de pouce à Marie-Andrée. »

L'idée d'un spectacle-bénéfice a germé lors d'une conversation entre M. Aubut et le père de Marie-Andrée, Benoît Lévesque. « Cet appui est le bienvenu, raconte la mère de la jeune pongiste, Louise Perron. Les frais d'entraînement et de compétition s'élèvent à 12 000 \$ par année et Marie-Andrée doit participer prochainement à l'Omnium junior Canadien et à la sélection pour les Championnats mondiaux chez les



COLLABORATION SPÉCIALE MICHEL DUELLET
Marie-Andrée Lévesque

cadets. » La compétition sera présentée en Malaisie, en 2004. À ces frais s'ajoutent les coûts d'hébergement de la pongiste, qui fréquente une institution d'enseignement de la région de Québec. Marie-Andrée compte parmi les 10 meilleures de sa catégorie en Amérique du Nord et elle a terminé troisième, en double, lors des derniers Championnats nord-américains. Le directeur général de la Fédération de tennis de table du Québec, Jacques Plamondon, décrit la jeune fille comme un espoir olympique pour les Jeux de 2012. « À son âge, elle offre le plus haut potentiel jamais vu au Canada. »

Quatrième cadette au Canada, Lévesque aura bientôt besoin de plus de 20 000 \$ par année pour s'entraîner.

EN BREF

RIMOUSKI

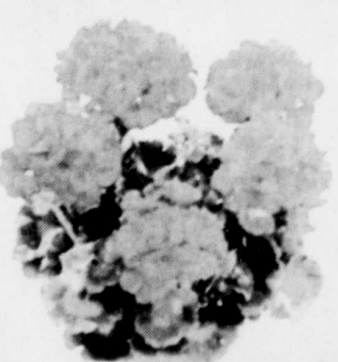
Douze autobus scolaires retirés

■ **RIMOUSKI** — La vérification mécanique que vient d'effectuer le Service contrôle routier Québec sur 95 autobus d'écoliers interceptés au hasard au Bas-Saint-Laurent, affiche un bilan inquiétant, mais non surprenant. À quelques semaines de la fin des classes, le contrôleur routier Maxime Bouchard, du bureau de Rimouski, craignait un relâchement de certains transporteurs. Ses appréhensions étaient fondées. Sur les 95 véhicules inspectés, 53 étaient conformes aux lois et règlements, 30 ont été retirés des routes pour défauts mineurs (avis de 48 heures) et 12 comportaient des défauts majeurs qui ont nécessité leur retrait immédiat de la route, pour des problèmes sérieux soit aux freins, à la suspension, aux pneus ou à la conduite. Des billets d'infraction ont été émis pour le mauvais entretien général de trois véhicules. M. Bouchard est d'avis que la chance a favorisé certains de ces transporteurs et leur jeune clientèle de six écoles secondaires de Rimouski, Sayabec, Amqui, Cap-Chat et Sainte-Anne-des-Monts. « Un accident aurait pu arriver à cet autobus dont les freins étaient cassés à l'avant et qui auraient pu céder en tout temps », il y aura d'autres opérations surprises au printemps. « Les résultats sont concluants. On devrait en refaire d'autres ». E.W.

ANNUELLES en promotion

Géraniums

Marigold



197\$

Cour. : 290\$
ch.
pot 4 pc. noir, # 6000

191\$

Cour. : 397\$
ch.
caissettes de styromousse

Jusqu'à dimanche seulement
QUANTITÉS LIMITÉES
photo à titre indicatif



LES CENTRES JARDINS
PARADIS

De vrais horticulteurs
pour vous servir



1100, boul. Saint-Joseph, Lebourgneuf
(au bout de Pierre-Bertrand Nord)
626-4000



Malibu 18 569\$**

- Moteur V6
- Transmission automatique
- Groupe électrique
- Radio / CD
- Et beaucoup plus...

Rabais supplémentaire de 1000\$ aux locataires de Cavalier ou Sunfire



- 0\$ dépôt
- 0\$ transport
- 0% financement 60 mois

258\$/mois
Location 48 mois

COMPTANT	MENSUALITÉ
0\$	289\$
1165\$	258\$

MARLIN

CHEVROLET-OLDSMOBILE INC.

2145, Jean-Talton Sud, Sainte-Foy • 688-1212

* Location 48 mois, 20 000 km
** Transport et taxes en sus. Rabais GM inclus. Financement bancaire

**BUICK®**

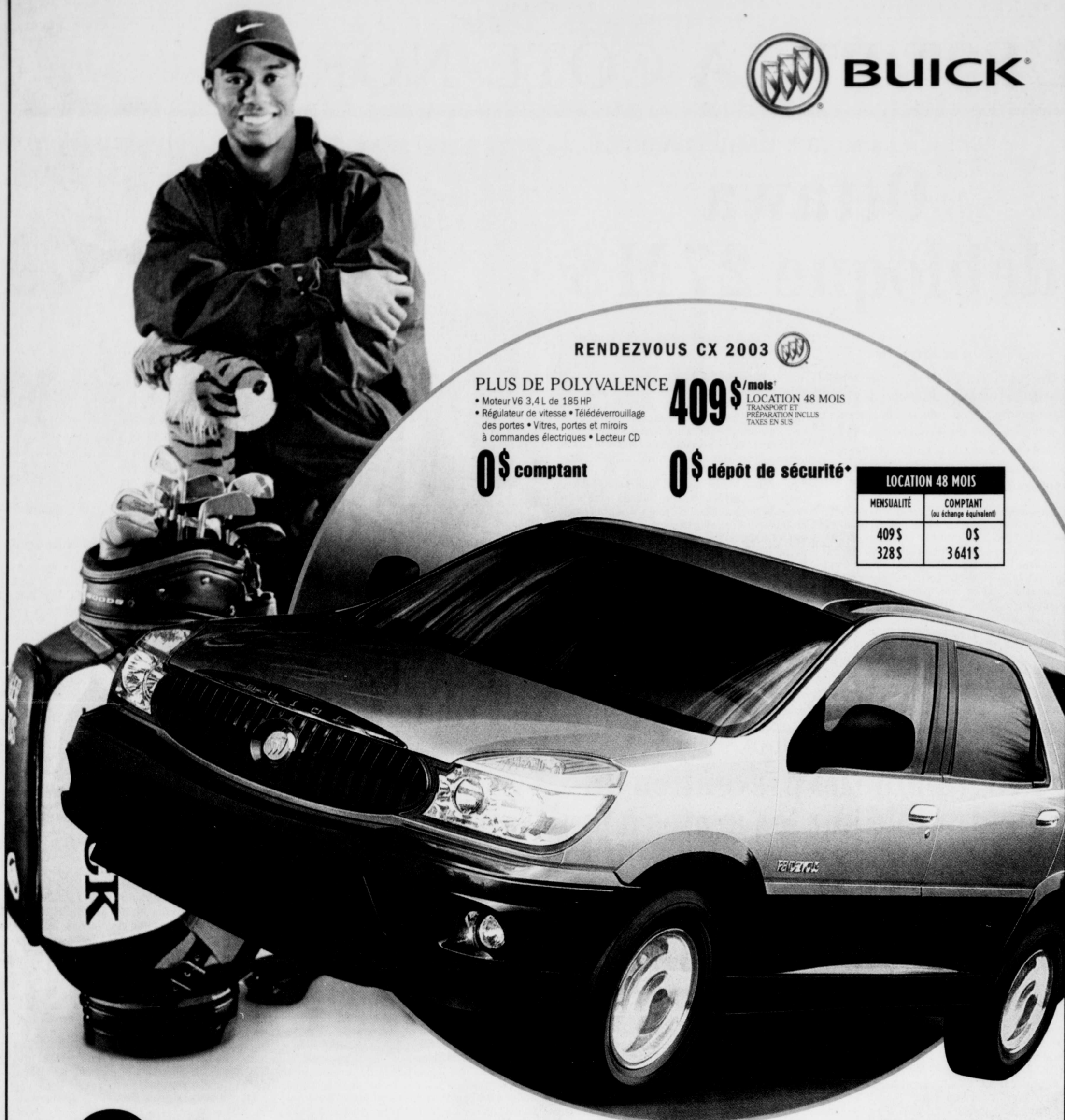
RENDEZVOUS CX 2003

**PLUS DE POLYVALENCE**

- Moteur V6 3,4 L de 185 HP
- Régulateur de vitesse • Télédverrouillage des portes • Vitres, portes et miroirs à commandes électriques • Lecteur CD

409\$/mois*LOCATION 48 MOIS
TRANSPORT ET
PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS**0\$ comptant****0\$ dépôt de sécurité***

LOCATION 48 MOIS	
MENSUALITÉ	COMPTANT (ou échange équivalent)
409\$ 328\$	0\$ 3641\$



0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT PENDANT 60 MOIS

BIEN PLUS.

**CENTURY CUSTOM 2003****PLUS LUXUEUSE**

- Moteur V6 3,1 L de 175 HP
- Boîte automatique à 4 vitesses à contrôle électronique
- Siège conducteur à réglage électrique en 6 sens
- Vitres, portes et miroirs à commandes électriques
- Roues en aluminium

348\$/mois***LOCATION 48 MOIS
TRANSPORT ET
PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS**REGAL LS 2003****PLUS DE PERFORMANCE**

- Édition Gran Touring
- Moteur V6 3,8 L de 200 HP
- Sièges avec assise en cuir avant chauffants • Boîte automatique à 4 vitesses à contrôle électronique
- Toit ouvrant vitré à commande électrique

368\$/mois***LOCATION 48 MOIS
TRANSPORT ET
PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS**LESABRE CUSTOM****PLUS DE CONFORT**

- Moteur V6 3,8 L de 205 HP
- Sièges pour 6 passagers
- Sièges Catcher's mitt à appuis-tête autoréglables à l'avant
- Freins ABS aux 4 roues
- Traction asservie

468\$/mois***LOCATION 48 MOIS
TRANSPORT ET
PRÉPARATION INCLUS
TAXES EN SUS

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2003 suivants : Rendezvous (4BK26/R7A), Century Custom (4WS49/R7C), Regal LS (4WB49/R7A) et Lesabre Custom (4HB49/R7A). Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois sans versement initial (voir tableau). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. *Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigée à la livraison. **Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent (Century Custom : 1 744 \$, Regal LS : 3 489 \$, Lesabre : 4 627 \$). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 \$ du km après 80 000 km. ***Dépôt de sécurité (Century Custom et Regal LS : 425 \$, Lesabre : 550 \$) et première mensualité exigée à la livraison. **Taux de financement à l'achat de 0 % disponible sur la plupart des modèles pour des termes allant jusqu'à 60 mois. Exemple de financement : 10 000 \$ à 0 % : 60 versements de 166,67 \$, coût en intérêts 0 \$, coût total de financement 10 000 \$. L'offre de financement à l'achat ne s'applique pas aux Saturn, Saab, Isuzu, Grand Prix 2004, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupees, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf C6P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multiplexe et châssis-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD châssis-cabine (style reporté) et aux camions série W et poids moyens. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômes et de GM Mobile. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.